JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 45^e SEANCE

1^{re} Séance du Mardi 20 Octobre 1964.

SOMMAIRE

1. — Nomination de membres de commissions (p. 3385).
2. — Loi de finances pour 1965 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3385).
Art. 25 à 42. — Réservés jusqu'aux votes sur les états B, C, D, les dépenses militaires, les budgets annexes et les comptes spéciaux.
Anciens combattants et victimes de guerre (état B).
MM. Fossé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; Béraud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
MM. Philippe, Cazenave, Darchicourt, Laurent, Davoust, Tourné, Hinsberger, Cance, Grussenmeyer, André Beauguitté, Bignon, de Tinguy.
Renvoi de la suite de la discussion.
3. — Ordre du jour (p. 3399).

PRESIDENCE DE M. JEAN CHAMANT,
vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures trente minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

* (2 f.)

— 1 —

NOMINATION DE MEMBRES DE COMMISSIONS

M. le président. Le groupe de l'Union pour la Nouvelle République-Union démocratique du travail a désigné :

1^o Mme Nicole de Hauteclouque pour remplacer M. Neuwirth à la commission des affaires étrangères ;

2^o M. Neuwirth pour remplacer Mme Nicole de Hauteclouque à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Ces candidatures ont été affichées et publiées.

Elles seront considérées comme ratifiées et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 2 —

LOI DE FINANCES POUR 1965 (DEUXIÈME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087, 1108).

J'indique à l'Assemblée que cette discussion est organisée sur un temps global de 121 heures, ainsi réparties :

I. — Gouvernement : un quart du temps, soit 30 heures 15 minutes.

II. — Commissions :

Temps prévu à raison de 15 minutes par rapport ou avis, pour la présentation des documents, par ailleurs publiés au *Journal officiel*, soit :

Commission des finances (40 rapporteurs), 10 heures.
Commission des affaires culturelles (15 rapporteurs), 3 heures 45 minutes.

Commission des affaires étrangères (4 rapporteurs), 1 heure.
Commission de la défense nationale (7 rapporteurs), 1 heure 45 minutes.

Commission des lois constitutionnelles (4 rapporteurs), 1 heure.
Commission de la production (19 rapporteurs), 4 heures 45 minutes.

Temps prévu pour divers autres interventions et notamment pour les amendements rattachés aux fascicules, 3 heures 45 minutes.

Temps pour le rapporteur général (articles et amendements non rattachés aux fascicules), 45 minutes.

Soit, pour les commissions, un total de 26 heures 45 minutes.

III. — Groupes : 64 heures, réparties par budget à la représentation proportionnelle des groupes.

Je rappelle que l'article 55 du règlement prévoit notamment :

« Lorsqu'un groupe a épuisé son temps de parole, celle-ci doit être refusée à ses membres.

« Lorsqu'un amendement est présenté par un membre d'un groupe dont le temps de parole est épuisé, cet amendement est lu par le président et mis aux voix sans débat. »

D'autre part, le deuxième alinéa de l'article 56 dispose :

« Lorsqu'un rapport ou un avis a été imprimé et distribué au moins vingt-quatre heures avant l'ouverture du débat, le rapporteur de la commission doit se borner à le compléter et à le commenter sans en donner lecture. »

Enfin, le sixième alinéa de l'article 54 donne au président le droit de retirer la parole à l'orateur qui lit un discours.

J'invite, en conséquence, les orateurs à respecter le temps de parole qui leur est attribué par leur groupe et les rapporteurs à éviter la lecture de documents déjà imprimés et qui, je le rappelle, seront insérés en annexe au compte rendu intégral.

[Articles 25 à 42.]

M. le président. Les articles 25 à 42 sont réservés jusqu'aux votes sur les états B, C et D, les dépenses militaires, les budgets annexes et les comptes spéciaux.

Nous abordons l'examen des crédits du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre :

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (Mesures nouvelles).

« Titre III. — — 4.721.590 francs ;

« Titre IV. — + 125.613.725 francs. »

Ce débat a été organisé sur 4 heures 45 minutes, ainsi réparties :

Gouvernement, 1 heure 10 minutes ;

Commissions, 30 minutes ;

Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 1 heure 30 minutes ;

Groupe socialiste, 25 minutes ;

Groupe du centre démocratique, 20 minutes ;

Groupe communiste, 15 minutes ;

Groupe du rassemblement démocratique, 15 minutes ;

Groupe des républicains indépendants, 15 minutes ;

Isolés, 5 minutes.

Dans le débat, la parole est à M. Fossé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, inscrit pour 15 minutes. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Roger Fossé, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, le projet de budget qui vous est soumis pour 1965 est caractérisé par deux éléments essentiels. Le premier, qui a déjà été souligné l'an dernier, est la diminution progressive du nombre des parties prenantes en raison de l'évolution de leur pyramide d'âge. Le second est la progression ralentie des crédits d'une année sur l'autre. Celle-ci est due non pas à une insuffisance de crédits globaux, mais à l'évolution démographique que je viens d'évoquer, qui a pour conséquence une compensation partielle des dépenses nouvelles.

Certes, le budget qui vous est présenté soulèvera des réserves. Il convient cependant de souligner qu'il demeure toujours le troisième de l'Etat et qu'il représente 5,3 p. 100 des dépenses publiques, pourcentage sensiblement égal à celui des années précédentes, et ce grâce à l'application intégrale du rapport constant dans sa définition actuelle.

En ce qui concerne l'équilibre général du budget, les crédits votés dans la loi de finances pour 1964 se montaient à 4 milliards 689.722.714 francs. Les crédits demandés pour 1965 s'élèvent à 4.936.937.009 francs. L'augmentation d'une année sur l'autre est donc de 247.214.295 francs.

Les dépenses supplémentaires se répartissent en deux masses sensiblement égales : 126.322.160 francs d'application des mesures décidées par le budget de 1964, en particulier le rapport constant ; 120.892.135 francs de crédits nouveaux pour les mesures à prendre en 1965 : amélioration de certaines pensions et rapport constant.

Toutefois, cette comparaison n'est pas absolument exacte. En effet, en 1964, les provisions pour couverture de l'application du rapport constant figuraient non pas dans le budget même du ministère, mais aux charges communes. En revanche, les augmentations des rémunérations de la fonction publique, qui figuraient l'année dernière au chapitre 31-93 sont, cette année, inscrites aux charges communes.

Pour comparer deux volumes de crédits représentant les mêmes opérations, il est donc nécessaire de majorer les crédits votés en 1964 dans la loi de finances de 130 millions de francs, représentant la somme prévue, à la date de discussion du budget 1964, pour couvrir l'application du rapport constant, et d'augmenter ceux de 1965 de 4.900.000 francs, montant des provisions destinées en 1964 à l'amélioration des traitements de la fonction publique.

Les montants des deux budgets ainsi rectifiés s'établissent alors à : 4.819.722.714 francs pour 1964, et 4.941.837.009 francs pour 1965.

L'augmentation du budget d'une année sur l'autre n'est plus que de 2,5 p. 100, la différence entre les deux chiffres représentant en gros le volume des actions nouvelles en matière de pension proposées dans le document.

Cependant, pour mieux situer les tendances de l'évolution du budget, il convient d'examiner successivement les services votés en 1964 et les mesures nouvelles pour 1965.

Le coût des mesures décidées en décembre 1963 pour l'amélioration des traitements de la fonction publique et pour la revalorisation de certaines pensions ou allocations se traduit par une augmentation des services votés de 126.322.160 francs. Cette dépense intéresse, d'une part l'application aux agents du ministère des mesures intervenues en faveur des fonctionnaires, titre III, d'autre part l'incidence, sur les pensions d'anciens combattants et victimes de guerre, des mesures visées ci-dessus, titre IV, et quelques mesures particulières.

Le titre III, qui retrace les besoins des services du ministère, a augmenté, en 1964, de 6.322.160 francs par rapport aux crédits votés. Il n'appelle aucune remarque particulière.

Le titre IV, relatif à l'action du ministère, est plus intéressant à examiner.

L'augmentation totale des crédits, nécessaire pour appliquer les mesures décidées dans le budget de 1964, est de 120 millions de francs.

Ce chiffre est le résultat de deux mouvements en sens contraire :

D'une part, une augmentation des crédits résultant :

De l'extension en année pleine des mesures de revalorisation des rémunérations publiques appliquées à compter du 1^{er} octobre 1963 et du 1^{er} janvier 1964 — jeu du rapport constant — 70 millions de francs ;

De l'application aux anciens combattants du décret majorant la valeur du point à partir du mois d'avril 1964 — jeu du rapport constant — 172.400.000 francs ;

De la majoration à deux reprises, en 1963 et en 1964, des prestations familiales : 3.500.000 et 2.500.000 francs ;

De l'ajustement aux besoins des crédits relatifs au régime de sécurité sociale des pensionnés de guerre, 30 millions de francs ;

La masse totale des crédits supplémentaires nécessaires est donc de 278.400.000 francs.

D'autre part, une diminution des crédits résultant en partie de la diminution des parties prenantes en raison de l'évolution de la pyramide d'âge et comprenant :

Un abatement sur les pensions d'invalidité et allocations spéciales des grands invalides et des grands mutilés, 78.800.000 francs ;

Un abatement sur les pensions de veuves et d'orphelins, 63.400.000 francs ;

Un abatement sur les pensions d'ascendants, 9 millions de francs ;

Un abatement sur les majorations pour enfants, 500.000 francs ;

Au total, les diminutions se chiffrent à 151.700.000 francs.

Deux mesures particulières nécessitant quelques observations : la suppression du crédit inscrit en 1964 pour la commémoration des deux anniversaires des dernières guerres, l'augmentation des dépenses afférentes aux réductions de tarif consenties par diverses compagnies de transports.

Le budget de 1964 avait prévu un crédit complémentaire de 1 million de francs pour la commémoration des deux anniversaires. Le montant total des autorisations de dépenses ouvertes était ainsi de 1.413.540 francs. Ce chiffre a été porté à 3.413.540 francs en cours d'année par deux décrets des 22 mai et 5 avril 1964.

La deuxième mesure concerne des dépenses relatives aux réductions de tarifs consenties par diverses compagnies de transports.

En application d'une convention du 25 mars 1947, le ministère des anciens combattants verse à la Société nationale des chemins de fer français une indemnité forfaitaire destinée à compenser les réductions de tarif consenties aux militaires pensionnés hors-guerre et aux victimes civiles pensionnées de guerre.

Bien que les tarifs soient restés inchangés et que le nombre des bénéficiaires ait peu varié, les voyages ont augmenté en nombre comme en distance parcourue, ce qui nécessite un ajustement des crédits représentant une dépense supplémentaire de 4.300.000 francs.

La masse des crédits nécessaires pour faire face aux mesures décidées d'une année sur l'autre est toujours supérieure à celle des crédits votés initialement. Si le budget réel des anciens combattants croît moins vite, il n'est pas en diminution.

Voyons, maintenant, les mesures nouvelles.

Celles qui sont proposées pour 1965, compte tenu des provisions pour application du rapport constant, se montent à 120 millions 892.135 francs.

Comme pour les services votés, ce crédit est le résultat de diverses opérations d'augmentation et d'abattement, qui ont cependant une nature et une portée différentes de celles que j'ai précédemment évoquées.

Les dépenses inscrites au titre III du ministère diminuent de 4.721.590 francs. Cette économie est le résultat de la suppression d'un certain nombre d'emplois. En outre, à l'intérieur de ce titre, est entièrement réorganisé le fonctionnement de l'administration du ministère en Algérie.

La disparition d'une grande partie des tâches exercées outre-mer, la stabilisation de la législation concernant les victimes de guerre, la disparition progressive des parties prenantes les plus nombreuses ont pour conséquence que l'administration du ministère des anciens combattants fonctionne avec un personnel inférieur à celui qui est prévu dans les effectifs budgétaires. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre mérite des fonctionnaires de cette administration d'assurer ainsi une tâche qui demeure malgré tout délicate à accomplir sur le plan technique.

Une mesure particulière mérite une mention spéciale. Un emploi de commissaire général aux monuments commémoratifs des guerres et de la Résistance est transféré du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère des anciens combattants.

A plusieurs reprises l'Assemblée nationale avait refusé la création directe de ce poste sur le budget du ministère des anciens combattants, les raisons de cette création ne lui apparaissant pas évidentes. En effet, si les fonctions du commissaire doivent être de contrôler la multiplication ou l'esthétique des monuments édifiés, sa nomination est bien tardive.

S'il s'agit de veiller à la conservation des monuments édifiés, son action, aussi louable soit-elle, ne pourra donner aux communes ou aux associations les moyens financiers souvent très importants nécessaires à l'accomplissement de cette tâche.

Les interventions législatives proposées dans le projet de budget entraînent sur l'ensemble du titre IV une demande de crédit supplémentaire de 127.490.000 francs ramenée, par suite des transferts et virements internes consécutifs à la réorganisation du ministère en Algérie, à 125.613.725 francs.

Cette dépense se répartit en trois catégories principales de mesures : l'amélioration de certaines pensions ou allocations, l'application du rapport constant en 1965, l'ajustement aux besoins de certains crédits.

Quatre dispositions législatives nouvelles améliorent les prestations versées à certaines catégories de victimes de guerre :

Les pensions de veuves sont majorées de deux, trois et quatre points d'indice suivant les catégories. Les nouveaux taux seront donc de 301 pour les pensions de réversion, de 451,5 au taux normal et de 602 au taux spécial. Cette mesure fait l'objet de l'article 55 du projet de loi de finances. Elle intéresse environ 495.000 bénéficiaires et son coût est estimé à 11 millions 670.000 francs.

Les enfants de veuves ou orphelins infirmes et incurables obtiennent 40 points de majoration de leur allocation spéciale, qui passe ainsi à l'indice 200. Cette mesure fait l'objet de

l'article 56 du projet de loi. Elle intéresse environ 2.900 personnes et son coût est estimé à 750.000 francs.

Les ascendants ayant perdu plusieurs enfants — art. L. 73 du code — et les grands-parents visés à l'article L. 74 du code obtiennent 5 points d'augmentation de leur majoration de pension, qui passe ainsi de 35 à 40 points. L'année dernière déjà le Gouvernement avait fait voter dans la loi de finances pour 1964 une disposition semblable. La mesure proposée fait l'objet de l'article 57 du projet de loi. Son coût est de 100.000 francs.

Quant à l'extension aux aveugles enrôlés dans la Résistance de l'allocation n° 11 créé par l'article 34 de la loi de finances pour 1963, les aveugles enrôlés dans la Résistance bénéficient, quelle que soit l'origine de leur cécité, de l'allocation des grands mutilés de guerre aveugles. La loi de finances pour 1963 a créé en faveur de ces derniers une allocation spéciale portant le numéro 11 et dont le montant est fixé à l'indice de pension 30. Le Gouvernement propose de faire bénéficier les aveugles de la Résistance de cette allocation spéciale. Le nombre de bénéficiaires est de 112 et le coût de la mesure est estimé à 20.000 francs.

Le coût total des actions nouvelles proposées par le Gouvernement dans le projet de budget se monte ainsi à 12 millions 540.000 francs.

Si elles ne correspondent pas aux revendications fondamentales des anciens combattants, ces mesures traduisent cependant le désir permanent des pouvoirs publics d'améliorer le sort des victimes de guerre les plus dignes d'intérêt.

Une condition essentielle de la valeur de ces mesures réside dans la rapidité avec laquelle les intéressés peuvent en obtenir le bénéfice, la plupart, en raison de leur situation sociale ou de leur âge, ne pouvant attendre.

C'est pourquoi il est très regrettable de constater qu'un an après son vote par le Parlement, l'article 53 de la loi de finances pour 1964 n'est pas encore appliqué.

Cette disposition octroie aux veuves de grands invalides justifiant d'une durée de mariage de vingt-cinq années et âgées de 60 ans une majoration de pension. A l'heure actuelle la circulaire d'application n'est pas encore signée. Au maximum 1.800 veuves sont intéressées par cette mesure. Il est inadmissible que leur situation n'ait pas pu être réglée en moins d'une année. Le rapporteur souhaite qu'à l'avenir une plus grande diligence soit observée par les services intéressés.

En 1965, la fonction publique bénéficiera d'une revalorisation des traitements de 4 p. 100 effectuée en deux étapes, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre. Par le jeu du rapport constant cette revalorisation s'appliquera aux diverses pensions et allocations servies aux victimes de guerre. Le montant des crédits prévus à cet effet est de 111.500.000 francs. Ces crédits ne sont que des prévisions de dépenses qui seront évidemment rectifiées en cours d'année selon les besoins. Il est à noter cependant qu'elles ont été établies compte tenu de l'évolution probable en diminution du nombre des parties prenantes.

Un crédit spécial de 1.200.000 francs est destiné à faire face à l'augmentation de la dotation prévue au chapitre 46-28 pour l'appareillage des mutilés. Cette dépense nouvelle se justifie principalement par l'augmentation du coût de cet appareillage en raison des progrès techniques réalisés dans ce domaine. Elle n'appelle donc aucune remarque particulière.

En conclusion, malgré son importance quantitative, le budget des anciens combattants n'est pas satisfaisant sur le plan de l'amélioration du sort des victimes de guerre.

Entre le plan quadriennal peut-être trop ambitieux, dont le principe avait été voté dans l'article 55 de la loi de finances pour 1962, et la position très restrictive de la déclaration d'intention figurant en tête du budget de 1963, à laquelle le Gouvernement semble se tenir, n'y avait-il pas place pour une solution équilibrée ?

Certes, les bases du code des pensions datent d'une époque où les anciens de la grande guerre ne bénéficiaient d'aucune protection sociale civile. Depuis lors, bien des choses ont changé et le système de protection sociale des individus a été très largement développé. Ce n'est pas une raison pour laisser se dégrader notre législation sur les pensionnés de guerre ; celle-ci donnait la garantie d'une participation à l'enrichissement national à ceux que le handicap des blessures, de la perte d'un mari ou d'un père, empêchait de s'assurer par eux-mêmes une situation améliorée.

Ce souhait du législateur n'était pas démagogique, si parfois certains ont abusé les anciens combattants par des promesses irréalisables. Certes, actuellement, sa réalisation serait source de dépenses. On peut, cependant, estimer que celles-ci ne mettraient pas en danger l'équilibre du budget, ni les efforts de stabilisation entrepris par le Gouvernement.

C'est pourquoi le rapporteur renouvelle avec une insistance toute particulière son vœu de l'an dernier sur la révision du rapport constant. La définition d'un nouveau rapport entre les

traitements de la fonction publique et les pensions de guerre apaiseraient bien des querelles et enlèverait à certains zéloteurs, dont on peut se demander le but réel qu'ils poursuivent, l'apparente justification de principe derrière laquelle ils masquent une action évidemment politique, totalement étrangère à la cause qu'ils prétendent servir. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs associations ont fait des propositions raisonnables qui doivent rencontrer un accueil favorable du Gouvernement. Il appartient au ministre des anciens combattants de renouer le dialogue, de préparer une solution acceptable par tous et surtout par le ministre des finances. Je considère que si les anciens combattants ont le droit de faire connaître leur point de vue et leurs souhaits, il serait indigne de les transformer en quémandeurs. Ils ont accepté de tout donner pour leur pays, c'est à l'Etat de juger dignement ce qui doit leur revenir.

C'est pourquoi je vous propose d'adopter les crédits du ministère des anciens combattants et victimes de guerre pour 1965, ainsi que les articles 55, 56, 57 et 58 du projet de loi de finances.

M. le président. La parole est à M. Béraud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Marcel Béraud, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, après vous avoir présenté les grandes lignes du budget des anciens combattants pour 1965 et avoir analysé les mesures nouvelles qui y figurent, je consacrerai quelques développements à certains aspects de l'action sociale du ministère qui ont, plus spécialement, retenu l'attention de votre commission.

L'évolution des crédits accordés au ministère des anciens combattants au cours des huit années précédentes montre que le pourcentage d'accroissement pour 1965 par rapport à 1964 est médiocre.

La structure de ce budget, du moins du point de vue des grandes masses, est relativement simple parce qu'il ne comporte que deux titres : le titre III : moyens des services, le titre IV : interventions publiques.

Il y a lieu de noter, tout d'abord, que l'essentiel des crédits disponibles est consacré à l'action sociale du ministère, l'ensemble des frais de gestion du département ministériel ne représentant que 2,65 p. 100 du budget total.

La commission a constaté, depuis plusieurs années, que les dépenses entraînées par les nécessaires adaptations des services à leurs tâches étaient toujours gagées en partie ou en totalité par des économies.

Cette fois le ministère des anciens combattants va plus loin, puisque des économies réalisées, au titre des mesures nouvelles, sur divers chapitres du titre III compensent à peu de choses près le coût des mesures acquises.

Cela n'empêche pas le titre III de comporter aussi pour 1965 quelques mesures nouvelles positives dont la plus intéressante est l'inscription d'un crédit de 400.000 francs pour la réalisation, depuis si longtemps attendue, du musée de la Résistance.

Un premier examen montre que cette année les crédits du titre IV sont majorés par rapport à l'année précédente de 120 millions de francs au titre des mesures acquises et de 125.600.000 francs au titre des mesures nouvelles.

Chaque année apparaissent, au budget des anciens combattants, un certain nombre de mesures fragmentaires en faveur de telle ou telle catégorie de pensionnés. Cette fois, quatre articles du projet de loi de finances viennent améliorer la législation concernant les anciens combattants et les victimes de guerre.

L'article 55 du projet de loi prévoit la majoration de 2, de 3 ou 4 points d'indice des pensions de veuves de soldats, selon qu'il s'agit d'une pension au taux de réversion au taux normal ou au taux spécial.

L'article 56 prévoit l'augmentation de 40 points d'indice de l'allocation spéciale attribuée aux enfants de veuve ou aux orphelins atteints d'une infirmité incurable les mettant dans l'incapacité de gagner leur vie. Cette mesure aura pour effet de porter leur allocation à 200 points.

L'article 57 porte de 35 à 40 points d'indice la majoration prévue par le code en faveur des ascendants ayant perdu plusieurs enfants, pour chaque enfant décédé ouvrant droit à pension à partir du second inclusivement. Cette mesure est également applicable aux grands-parents.

L'article 58 crée une majoration spéciale en faveur des aveugles de la Résistance.

Toutes ces mesures sont fragmentaires et relativement faibles. Cependant la commission ne peut qu'approuver les initiatives, même modestes, qui améliorent le sort des anciens combattants et victimes de guerre.

Le projet de loi de finances pour 1965 comporte également un certain nombre de mesures d'apparence très fragmentaire

dont le coût — généralement faible — est compensé par des économies réalisées sur des chapitres de même nature, par exemple le chapitre 46-51. Ces mesures peuvent être présentées sous l'appellation générale de « mesures d'assistance et de solidarité ».

Les plus intéressantes semblent être les suivantes : secours et allocations à des anciens militaires, chapitres 46-02 ; subventions à des associations et œuvres diverses intéressant les anciens combattants, chapitre 46-01 ; création d'emplois pour le fonctionnement du nouveau foyer de Reuen réservé aux ressortissants de l'office national, chapitre 36-51 ; renforcement du personnel administratif des écoles centrales et des écoles de rééducation professionnelle de l'office national, chapitre 36-51.

Des explications paraissent indispensables.

L'activité du ministère des anciens combattants ne se limite pas au domaine des pensions. Ce département ministériel déploie sur le plan social, en faveur de ses ressortissants, une action souvent importante. Cette action s'exerce par l'intermédiaire de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, établissement public d'Etat placé sous la tutelle du ministère des anciens combattants.

L'office national accorde à ses ressortissants une aide sociale complémentaire sous la forme de secours et de prêts. Il assure dans ses maisons de retraite l'hébergement des plus âgés. Il est chargé de l'entretien et de l'éducation des pupilles de la nation. Il s'occupe enfin du reclassement des victimes de la guerre et dispose à cet effet de dix écoles de rééducation professionnelle.

L'activité de l'office national en matière d'hébergement dans les foyers appelle peu de commentaires ; tout au plus peut-on regretter la capacité trop réduite de ces foyers et leur insuffisante modernisation faute de crédits.

L'office national dispose au total de 2.165 lits dont 550 dans des établissements gérés par les associations d'anciens combattants et victimes de guerre. Or les anciens combattants et victimes de guerre vieillissent et les besoins augmentent.

En revanche, il convient de souligner les initiatives de l'office en ce qui concerne les écoles de rééducation professionnelle. Sa longue expérience en matière de formation professionnelle lui a permis en effet de réunir un corps de professeurs et de chefs d'atelier de tout premier plan aptes à enseigner à des adultes, dans des délais relativement courts, les techniques les plus modernes. L'office avait donc créé, avant même que l'idée soit lancée, un instrument très efficace de promotion sociale.

En 1964, l'effectif des élèves de ces écoles s'est élevé à 1.836 dont 330 jeunes gens reçus au titre de la promotion sociale. Les frais de séjour des élèves, qui souvent sont internes, sont payés pour l'essentiel par des subventions prélevées à chaque rentrée sur la dotation de la délégation générale soit, pour 1965, 1.225.000 francs. Or selon certains renseignements il semble qu'un emploi plus rationnel des classes et des ateliers et sans doute une augmentation du nombre de professeurs permettrait de doubler la capacité de formation de ces écoles.

Il paraît donc utile, dans l'intérêt de la promotion sociale, que cette question soit examinée conjointement par le ministère des anciens combattants et la délégation générale à la promotion sociale.

Votre commission, lors des précédents budgets, avait regretté la modicité des prêts au logement ou des prêts d'installation professionnelle susceptibles d'être accordés aux ressortissants de l'office national.

En application d'une convention passée le 13 novembre 1963 avec la chambre syndicale des banques populaires, prévoyant notamment la constitution d'un fonds de garantie par l'office national auprès de la chambre syndicale, les orphelins de guerre, les anciens combattants et l'ensemble des victimes de guerre qui ne présentent pas toutes les sûretés normalement requises en matière d'emprunt peuvent désormais, grâce à la caution du fonds, se procurer, dans le cadre du crédit social, des avances correspondant à leurs besoins réels, soit pour construire ou aménager leur logement, soit pour réaliser leur installation professionnelle ou améliorer les conditions d'exercice de leur profession.

Le système est entré en application le 15 février 1964.

Selon des renseignements fournis par le ministère des anciens combattants, 214 prêts ont été accordés depuis la période de démarrage, à savoir 185 prêts immobiliers et 29 prêts professionnels.

Le montant moyen des prêts spéciaux s'élève à 12.800 francs.

Ces mesures d'assistance et de solidarité ne bénéficient, il faut le reconnaître, qu'à une minorité de ressortissants du ministère des anciens combattants. Elles n'en sont pas moins intéressantes, votre commission s'en déclare satisfaite.

Enfin à titre d'information, votre commission estime nécessaire d'indiquer l'organisation et les conditions de fonctionnement actuelles des services du ministère des anciens combattants en Algérie.

La seule modification importante touchant l'organisation des services du ministère en Algérie consiste dans la fusion des anciens services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre avec les services techniques et administratifs, c'est-à-dire les ex-directions interdépartementales.

Ainsi, il ne subsiste en Algérie qu'un seul service français des anciens combattants placés sous la haute autorité de l'ambassadeur de France.

L'implantation des trois directions, Alger, Oran et Constantine, et des services départementaux n'a pas été modifiée et le directeur des anciens combattants et victimes de guerre d'Alger demeure chargé, auprès de l'ambassadeur de France, de la coordination de l'ensemble des services en Algérie.

Il convient également de noter qu'à la suite d'un accord conclu avec le gouvernement algérien, les Diar el Askri fonctionnent comme des antennes avancées des services départementaux.

En revanche, il y a lieu de signaler que la maison de retraite de Kouba qui dépendait de l'office national va être remise à l'Etat algérien. Les pensionnaires qui le désireront pourront être transférés dans les maisons de retraite en France. Pour ce qui est de l'activité du ministère des anciens combattants en Algérie, on constate que les efforts poursuivis au cours des années 1962 et 1963 en vue de maintenir un effectif d'agents suffisant au service français des anciens combattants, ont permis la remise en ordre des archives et des dossiers et la reprise d'un rythme de travail normal.

...e commission croit avoir exposé, avec objectivité, l'essentiel des mesures contenues dans le budget des anciens combattants. Elle ne cherche pas à dissimuler que beaucoup des questions intéressant soit l'ensemble des anciens combattants, soit telle ou telle catégorie d'anciens combattants demeurent sans solution.

Il lui semble que l'amélioration de certaines de ces situations pourrait, dans l'avenir, se faire en compensation des économies réalisées sur certains chapitres en raison de la disparition progressive des bénéficiaires. Le chapitre 46-22 subit ainsi, pour 1965, un abattement de 151,7 millions.

Elle doit toutefois préciser qu'il lui a été déclaré, à ce sujet, qu'au cours des dernières années les crédits ouverts ont, en général, été inférieurs aux crédits consommés et qu'aucune économie nette n'a été constatée.

Sous le bénéfice de ces observations, elle vous demande d'approuver le budget des anciens combattants pour 1965 et les quatre articles du projet de loi de finances qui lui sont rattachés. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Philippe.

M. Joseph Philippe. Monsieur le ministre, le projet de budget que vous défendez aujourd'hui devant l'Assemblée nationale n'est pas satisfaisant. Je pense que vous en êtes persuadé, tout comme l'ensemble des orateurs qui se sont inscrits dans ce débat.

Je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit par mes collègues sur l'insuffisance des mesures nouvelles et la non-satisfaction des revendications essentielles des anciens combattants. Je me bornerai à évoquer à nouveau deux points que je considère comme très importants.

Le premier est celui du rapport constant. On vous l'a dit, les textes le prouvent, le rapport constant, s'il n'est pas violé depuis deux ans dans sa lettre, l'est dans son esprit. En effet, il n'est pas seulement, comme certains services voudraient nous le faire croire, une garantie contre la dépréciation monétaire, il est surtout l'assurance d'un niveau de vie déterminé.

En 1937 déjà, c'est par référence à une catégorie de fonctionnaires, les huissiers de ministères, que l'on avait déterminé la valeur de la pension à 100 p. 100. On entendait donc par là que le grand invalide de guerre devait pouvoir vivre de la même manière que ces derniers dont il faut dire que le niveau de vie n'est certainement pas un de ceux qui grèvent le plus lourdement le budget de l'Etat.

Après la guerre, l'application d'une grille de la fonction publique a conduit à traduire en indice ce rapport. Mais l'indice choisi, s'il vise beaucoup de fonctionnaires, visait également cet huissier dont on voulait donner aux mutilés le même niveau de vie.

C'est pourquoi les anciens combattants réclament une modification du rapport constant conforme à la modification de la carrière de l'huissier.

En fait, si celui-ci voit sa situation améliorée, c'est parce qu'il est nécessaire qu'elle le soit, en raison de ses besoins chaque jour plus importants, conséquence et de la hausse continue des prix et de l'enrichissement de la nation. Il est peu concevable que cet enrichissement dont l'huissier bénéficie modestement ne puisse pas profiter également au pensionné de guerre. Cet ajustement ne serait que justice puisque le handicap de leur mutilation n'a pas permis à la plupart des victimes de

guerre d'obtenir par leur travail une participation plus importante au développement économique général. La mesure, en raison même de la disparition rapide d'un grand nombre de nos camarades, ne mettrait en danger ni l'équilibre budgétaire ni le plan de stabilisation.

Le seconde revendication que je désire présenter n'a pas, elle, d'incidence financière. C'est celle des soldats qui ont servi en Algérie et qui demandent à être considérés comme des combattants, dans les mêmes conditions et avec des critères aussi difficiles à remplir, que leurs camarades des autres guerres. Monsieur le ministre, est-il admissible qu'une armée qui a perdu 25.000 hommes au combat et qui a compté plusieurs dizaines de milliers de blessés, de mutilés et de disparus, soit considérée comme n'ayant effectué que de simples opérations de police ?

Ce n'est pas une faveur que réclament les anciens d'Algérie, mais c'est le droit de pouvoir dire avec fierté qu'ils n'ont pas démerité et qu'au contraire ils ont servi avec le même allant, la même bravoure et la même discipline que leurs anciens.

Du reste, je puis témoigner avec de nombreux membres des commissions parlementaires qui participèrent à des missions en Afrique du Nord que les jeunes du contingent, à l'exemple de leurs officiers et sous-officiers, ont accompli magnifiquement leur devoir dans les djebels algériens.

La situation actuelle ne pourra donc pas s'éterniser et, tôt ou tard, satisfaction leur sera donnée.

Je ne comprends donc pas pourquoi, monsieur le ministre, vous vous privez du bénéfice purement moral de leur donner cette satisfaction. Cela ne met en danger ni les finances de l'Etat ni même la valeur de la qualité de combattant, puisque cette revendication traduit un vœu unanime des associations d'anciens combattants.

Pour terminer, je vous rappellerai une revendication qui, elle aussi, ne doit pas entraîner pour les dépenses de l'Etat un surcroît de charges important ; c'est celle qui concerne la levée des forclusions.

Le nombre des cas à examiner serait très réduit. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit uniquement, par l'attribution d'un statut, de donner aux intéressés une satisfaction presque exclusivement morale.

Enfin, il en est une qui ne dépend pas directement de vous, mais de M. le ministre des armées, c'est celle qui a trait au titre de combattant volontaire. De nombreux dossiers sont encore en souffrance et, à l'occasion du vingtième anniversaire de la libération du pays, il serait agréable à certains de voir consacrer leurs mérites par l'attribution du document ou de la décoration qui attestera leurs services.

Telles sont donc, monsieur le ministre, les quelques observations que je tenais à vous présenter.

Comme tous mes collègues de l'Assemblée nationale — j'en ai la certitude — à quelque groupe politique qu'ils appartiennent, je pense que le Gouvernement s'honorerait en prenant en considération les modestes et légitimes revendications de tous ceux, jeunes ou anciens, à qui la France doit et son indépendance nationale et la paix dans la liberté. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Monsieur le ministre, mes chers collègues, à quoi servirait de parler à cette tribune s'il ne restait l'espoir de s'adresser, au-delà de cette enceinte, au pays tout entier ? A quoi servirait d'exposer une thèse si l'on ne pouvait en soi la confiance d'être enfin entendu ?

Ce sont les questions que je me posais en gravissant ces marches car comment ne pas déplorer que, quelles que soient la valeur et la justesse des arguments présentés, le Gouvernement, sûr de sa majorité, n'écoute que par nécessité un débat qu'il subit et dont, en tout état de cause, il semble ne vouloir tenir aucun compte ?

Et pourtant, tôt ou tard, il faudra répondre favorablement et ce sera tout à l'avantage d'un gouvernement d'honorer une signature que personne ne cherche à contester. Et pourtant les comptes de la nation — on nous l'assure — sont florissants. Et il ne s'agit que de débloquer des crédits ; il ne s'agit que de sommes infimes, comparées aux dépenses prévues au budget.

Certes, si les finances étaient basses et nécessitaient, pour cette raison même, certains sacrifices, je suis sûr qu'ils seraient acceptés par les anciens combattants.

Mais non ! Les perspectives économiques sont favorables à écouter M. le ministre des finances et, sur ma part, je serais porté à le croire encore qu'en bon terrien les trois heures d'horloge que notre grand argentier a dépensées pour nous en convaincre me rendent quelque peu méfiant.

Si donc l'argent est disponible et s'il n'est évidemment pas question de le gaspiller, serait-ce injuste d'en attribuer une

faible partie à ceux que tant d'injustice conduit à se demander si leur sacrifice était bien mérité par la nation à laquelle il l'ont offert ?

Monsieur le ministre, je connais la puissance de la propagande et celle de la télévision. Mais le fait de mettre en avant les foules enthousiastes, en France ou à l'étranger, et de passer plus que rapidement sur la démonstration de nos anciens défilant avenue de l'Opéra, n'a pas pour autant supprimé le problème, je devrais dire le malaise.

Le moment n'est-il pas venu, pour tous ceux qui ont voté l'article 55 de la loi de finances pour 1962, pour tous ceux — plus nombreux — qui se sont engagés à le faire respecter, d'obtenir enfin sa mise en application ? Les derniers débats budgétaires nous avaient pourtant permis de penser que ce problème pourrait être résolu. Nous pensions qu'un minimum de bonne volonté et de désir de conciliation de la part du Gouvernement aussi bien que des anciens combattants permettrait d'arranger les choses. Or rien d'essentiel n'a été acquis et l'on peut se demander pourquoi.

Les anciens combattants ne demandent pas de mesures nouvelles, mais simplement l'application des lois existantes et les restitutions nécessaires parce que ces lois ont été tournées. Mais ce n'est pas avec une augmentation de 125.613.225 francs — pour être exact — sur un budget de 4.937 millions de francs que ces ajustements pourront être opérés.

L'an passé, je soulignais à cette tribune la nécessité d'une augmentation supérieure à 10 p. 100 étant donné les besoins. Que dire aujourd'hui du nouveau chiffre qui nous est proposé ? J'entends bien que certains bénéficiaires ont disparu au long des années. Mais est-il logique d'en profiter ? Ne serait-il pas indiqué, en revanche, de saisir cette occasion pour rétablir un peu plus de justice ?

Je ne saurais nier les quelques améliorations que ce budget apporte. Mais il ignore l'essentiel ; il ne résout en réalité aucun problème.

Pour la retraite, supprimée par l'ordonnance de 1958 puis rétablie partiellement l'année suivante, nous ne trouvons pas cette année encore la seule mesure nécessaire, le retour au *status quo ante*, seul juste.

La mise à parité des droits des anciens combattants n'ayant pas été prise en considération, une injustifiable inégalité préside désormais au règlement de la retraite suivant la guerre à laquelle elle s'applique.

Ce sont donc bien l'abrogation totale de l'ordonnance du 30 décembre 1958 et le retour au respect des droits, que nos anciens demandent, qui peuvent seuls faire cesser cette inégalité.

En vertu de ce même principe d'égalité, comment, par ailleurs, ne pas aborder en cette occasion le problème des combattants d'Algérie, victimes d'une lutte inutile pour une bataille politiquement perdue ? Comment ne pas penser à ceux qui ont payé de leur vie et ne pas vanter leur courage en saluant leurs exploits ? Comment expliquer aux survivants que si leurs adversaires F. L. N. participent aux rassemblements mondiaux des anciens combattants, ils en sont écartés par leur propre nation ? La sélection invoquée par le Gouvernement est certes difficile, mais ce serait de la mauvaise foi que de la prétendre impossible. Le problème a été résolu pour l'Indochine ; il doit l'être pour l'Algérie.

Il est faux de soutenir que les jeunes pourraient voir leur titre d'anciens combattants contesté par leurs anciens. Nous vivons encore aujourd'hui sur la légende de la Grande Guerre. S'il ne vient à aucun de nos jeunes l'idée d'égaliser les prouesses de leurs anciens, il est non moins indiscutable que leurs pères ont su déceler, à leur tour, dans leurs enfants la marque de leur propre héroïsme et ils sont prêts à les accueillir.

Pourquoi attendre puisqu'en fait demain, si ce n'est aujourd'hui, il faudra trouver une solution qui, en définitive, bénéficiera à celui qui aura le courage de l'adopter ?

La deuxième préoccupation du monde des anciens combattants est la violation évidente par les dispositions des décrets du 26 mai 1962 de la loi sur le rapport constant qui lie les pensions de guerre aux traitements de certaines catégories de fonctionnaires.

Conscient de la difficulté de ce problème, j'ai voulu aller au-delà de ces revendications et les examiner dans le cadre plus large d'une Europe à laquelle mon groupe, comme moi-même, est plus particulièrement attaché. C'est sous cette optique que j'ai étudié le rapport constant que, dans ses conclusions, le rapporteur lui-même semble vouloir appliquer, et nous devons lui en rendre hommage puisqu'il ne voit que dans cette perspective la promesse d'un apaisement. C'est, à mon tour, cet apaisement que je recherche à cette tribune.

J'ai donc étudié si la solution ne résidait pas dans un changement de système et j'ai examiné ceux qu'emploient nos voisins européens.

Le système allemand, que je serais enclin à prendre en considération, ne tient compte de la blessure que pour la fixation d'une indemnité de base. La pension, individualisée, croît ou décroît selon la diminution d'activité ou les progrès de la rééducation.

Dans le système français, au contraire, l'ancien combattant est indemnisé seulement pour blessure et cette indemnité ne peut que croître.

En fait, les pensionnés français ne semblent pas se plaindre du critère retenu. Ce choix serait donc acceptable si les expertises n'étaient pas aussi délicates.

En pratique, cependant, se pose le problème des anciens combattants intransportables qui vivent dans nos campagnes et qui ne peuvent se rendre au domicile de l'expert. L'expert ne peut se rendre au domicile des pensionnés sur leur demande : étant donné qu'il ne lui est attribué que 5.000 francs par an, on ne saurait le lui reprocher.

Il conviendrait donc de lui allouer une indemnité kilométrique basée sur la distance parcourue et sur les possibilités de se rendre aux lieux de convocation.

Trop de pensionnés attendent le rapport de l'expert et même sa visite. Trop d'experts ne peuvent, avec leur indemnité, se rendre au chevet des anciens de nos campagnes. Il suffit de savoir qu'ils constituent la majorité des combattants de 1914 pour juger de l'étendue de ce problème.

Ce point considéré comme résolu, je me dois de souligner ici l'esprit de conciliation dont font preuve les anciens combattants en ne demandant que l'application à la lettre du rapport constant car, ainsi respecté, il ne procurerait pas aux ayants droit une élévation du niveau de vie correspondant à l'enrichissement moyen de la nation, dont doivent bénéficier et bénéficier très justement les éléments physiquement sains.

Le rapport constant, en les liant définitivement à un indice, les prive de tout espoir d'amélioration qu'ils auraient pu nourrir s'ils avaient conservé la pleine possession de leurs moyens physiques. En n'adoptant pas cette position à laquelle ils pourraient légitimement prétendre, c'est donc une revendication raisonnable que les anciens combattants formulent aujourd'hui comme hier en demandant, non une plus-value, mais le simple rajustement à un indice supérieur auquel ils ont droit en tout état de cause.

Si nul ne saurait le contester sur le plan moral, poser le problème financier c'est en fait le résoudre. Reporter systématiquement sur les vivants les sommes économisées par suite de la disparition de camarades ne peut évidemment être une mesure définitive ; cependant ces sommes devraient, en premier lieu, permettre le rattrapage d'un nouvel indice accepté alors par toutes les parties.

Ainsi donc, ces économies réparties sans augmentation de dépenses pour le Trésor prépareront un budget diminué mais, cette fois, à la satisfaction complète des intéressés.

Depuis l'origine, le malentendu vient de ce que la pension à la base a été liée non à un indice, mais à un poste. C'est, du moins, la thèse des anciens combattants. Le Gouvernement soutient que le rapport constant est lié à un indice et non à une fonction. Ce sont là des thèses opposées qu'on ne peut espérer accorder.

Tout dialogue serait inutile si le Gouvernement, à juste titre conscient de ses responsabilités financières, n'acceptait en toute bonne foi, dans le désir d'aboutir, de reporter sur les vivants l'héritage des disparus.

N'est-il vraiment pas permis d'espérer que nos responsables gouvernementaux, pour la plupart anciens combattants eux-mêmes, comprendront ?

Retraite du combattant, rapport constant sont les deux revendications essentielles des anciens combattants. Il en reste malheureusement d'autres.

La proportionnalité des pensions, mise aussi en cause, appelle notre attention car, si l'on ne saurait refuser aux grands blessés un effort financier accru, les pensions de nombreux bénéficiaires, dont le taux avoisine 50 p. 100, méritent, elles aussi, d'être revues.

Enfin, comment ne pas parler des veuves qui, depuis de nombreuses années, ne peuvent obtenir la moitié de la pension d'invalidité à 100 p. 100 ? J'entends bien qu'un effort a été fait pour elles. Mais comment ne pas s'élever contre l'insuffisance de la majoration accordée, trois points au taux normal ?

S'il s'agit effectivement d'un effort méritoire, il y a là un marchandage qui, compte tenu de la perte du chef de famille, n'est pas digne de notre pays.

Accorder trois points tous les deux ans, c'est leur promettre pleine satisfaction dans trente-sept ans !

Cependant, tous ces problèmes et d'autres encore devaient — vous m'excuserez de me répéter, monsieur le ministre — faire l'objet d'un plan quadriennal, conformément à l'article 55 de la loi de finances de 1961. Ce texte, qui englobe l'ensemble

des mesures qui intéressent les anciens combattants et victimes de guerre, était formel. En 1962, la commission des vœux avait estimé à 90 milliards d'anciens francs la dépense à engager sur quatre ans pour répondre à toutes les aspirations des anciens combattants. Elle pourrait être estimée aujourd'hui à 1.200 milliards de nouveaux francs, soit 300 millions de francs par an.

Sans faire de démagogie, je pense qu'il est possible de les dégager au détriment peut-être d'autres dépenses, encore moins productives.

Est-il nécessaire de plaider davantage ? Il n'y a pas de meilleure cause qu'une cause juste et aucune n'est plus juste que celle défendue par les anciens combattants !

Je suis convaincu que nul ne l'ignore ici et que tous sont conscients à la fois de la modération et de la justesse de leurs aspirations.

Dans le vote qui sanctionnera ce débat, apparaîtront ceux qui calqueront leur comportement sur leurs convictions ; il y aura, malheureusement, les autres.

Au nom du rassemblement démocratique et des indépendants apparentés, je me dois de m'adresser, au-delà de cette tribune, à tous les anciens combattants et de les assurer que nous compterons certainement parmi les premiers. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Darchicourt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Fernand Darchicourt. Monsieur le ministre, dans cette enceinte, et encore moins à l'extérieur, vous ne trouverez personne pour se satisfaire de votre projet de budget, et pour cause !

Quand on en fait l'analyse, on est frappé de la modicité des crédits réservés aux mesures nouvelles. Quand on lit les rapports de MM. les rapporteurs, et quand on les a entendus il y a quelques instants parler au nom de la majorité, on sent de la gêne dans les rangs de ceux qui soutiennent le Gouvernement.

Quand on vous a écouté, monsieur le ministre, lors de votre audition devant la commission des affaires sociales, on vous sent vous-même très mal à l'aise pour justifier l'immobilisme dans lequel vous semblez vous complaire à travers le refus d'appliquer et de respecter la loi. Car c'est le propre de votre attitude depuis le vote par le Parlement du fameux article 55 de la loi de finances pour 1962.

Vous êtes si mal à l'aise en l'occurrence que vous ne parlez plus de cet article de loi, que vous évitez même d'y faire allusion, tant il est vrai que vous n'avez aucun argument ni d'ordre moral, ni d'ordre juridique, ni de nature constitutionnelle pour vous justifier.

Et que dit cet article de loi que vous ne respectez pas ? « Lors de l'examen de la loi de finances pour 1963, le Parlement devra être saisi, dans le cadre d'un plan quadriennal, de dispositions relatives à l'ensemble des questions concernant les anciens combattants et victimes de la guerre, et notamment au rajustement des pensions de veuves, des ascendants et des orphelins, ainsi que des grands invalides et des mutilés à moins de 100 p. 100, aux conditions de paiement du pécule aux prisonniers de guerre de 1914-1918, à l'établissement de l'égalité des droits pour tous les titulaires de la carte du combattant, à la revalorisation de la retraite sur la base d'une pension d'invalidité de 10 p. 100 à partir de 65 ans. »

On voit que cet article reprend l'essentiel des conclusions de la commission des vœux, créée à l'initiative du Gouvernement, et qui a siégé sous votre autorité au ministère des anciens combattants.

Nous contestons formellement la position du Gouvernement à propos de cet article. Il affirme, en effet, que cet article ne comporte pas pour lui force obligatoire, mais qu'il fournit simplement une précieuse indication sur l'orientation à donner à sa politique en faveur des anciens combattants dans un avenir prochain.

Nous estimons, quant à nous, que cette disposition, votée par les deux Assemblées, a force de loi.

Certes, nous n'avons pas oublié les réserves faites au moment du vote par M. Triboulet, alors ministre des anciens combattants, mais nous considérons qu'une fois voté et promulgué au *Journal officiel* ce texte n'était pas seulement un vœu que le Gouvernement pouvait exaucer, en partie ou pas du tout, mais une obligation morale, juridique et constitutionnelle.

Nul en France ne peut se soustraire à la loi. Ni un citoyen, ni, moins encore, un gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

Sinon, quelle valeur, quelle autorité pourrions-nous donner à l'exécutif s'il pouvait, selon son humeur du jour, ignorer la volonté clairement exprimée par le législatif ?

Rabaïsser un texte de loi voté par le Parlement à un vœu de conseil général, c'est une position que la gauche de cette Assemblée ne peut accepter et n'acceptera jamais, consciente qu'elle

est du droit de légiférer et du pouvoir de contrôle que lui confère la Constitution. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Cet article 55 de la loi de finances pour 1962 est le résultat d'une initiative socialiste et nous savons que c'est ce qui vous gêne. Il résulte d'un amendement, présenté au nom du groupe socialiste, par M. Darou au Sénat et par moi-même dans cette enceinte.

Et nous savons que le Gouvernement ne tient pas à laisser croire aux anciens combattants qu'ils pourraient être satisfaits par une initiative de la gauche de l'Assemblée.

Mais, monsieur le ministre, si cela peut vous décider à respecter la loi, nous ne réclamerons pas de droit d'auteur, nous vous y encourageons. S'il vous plaît de reprendre à votre compte cet article 55, reprenez-le. Nous n'y voyons aucun inconvénient. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ce qui nous intéresse, c'est que la loi soit respectée en faveur des anciens combattants. Faites cela et vous verrez que nous vous approuverons.

Je voudrais, ici, relever le propos tenu il y a quelques instants par M. le rapporteur spécial de la commission des finances.

Il y aurait, paraît-il, dans cette Assemblée, des hommes qui auraient abusé les anciens combattants par des promesses irréalisables.

Qu'y a-t-il donc d'irréalisable dans ce qui est demandé, monsieur Fossé ?

Que le 8 mai soit rétabli journée nationale à l'image du 11 novembre, cela est-il irréalisable ?

Que l'égalité des droits en matière de retraite des anciens combattants soit de nouveau assurée parce que le droit acquis a été mis en cause par le Gouvernement en 1959 ? Surtout quand on sait que l'application de l'égalité des droits n'aura, dans l'immédiat, aucune espèce d'incidence financière en raison du nombre des décès intervenus dans la catégorie des bénéficiaires de 1914-1918.

Est-il démagogique, monsieur Fossé, de réclamer l'application loyale du rapport constant ?

L'an dernier, M. le ministre lui-même, entendu par l'amicale des parlementaires anciens combattants, toutes tendances réunies, reconnaissait devant nous qu'il y avait effectivement un écart de 9,3 p. 100 entre l'application du rapport constant et les textes intervenus dans l'intervalle et intéressant les fonctionnaires de référence ; il disait lui-même que, dans la mesure où cette thèse serait admise et où il en acceptait le principe, on pourrait combler le retard sur plusieurs budgets.

L'article 55 est-il aussi démagogique, monsieur Fossé ? Mais, si je ne m'abuse, ceux de vos amis qui siègent déjà dans cette Assemblée — faut-il vous le rappeler ? — l'ont voté à l'origine.

Est-ce démagogique, est-ce abuser les anciens combattants que de tenter d'obtenir du Gouvernement, de tout gouvernement quel qu'il soit, le respect de la loi de la République ?

Les démagogues, monsieur Fossé, ce sont ceux de vos amis de la majorité qui, chaque dimanche, répondant aux invitations des organisations, viennent les assurer de leur soutien et de leur concours, alors qu'en vérité ils adoptent une attitude toute différente. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ainsi, de par la volonté du Gouvernement, la loi n'est pas respectée. Les pensions de 10 à 80 p. 100 ne seront pas revalorisées et le retard qu'elles ont pris sur les pensions de plus de 80 p. 100 ne sera pas comblé.

L'égalité des droits à la retraite du combattant entre les deux générations du feu ne sera pas rétablie et l'on maintiendra cette discrimination inadmissible entre des hommes qui ont cependant servi leur pays de la même façon.

Ainsi, monsieur le ministre, quoique vous ayez vous-même l'an dernier — comme j'y faisais allusion il y a un instant — reconnu l'existence de ce retard de 9,3 p. 100 dans l'application du rapport constant et la nécessité de le combler sur plusieurs budgets, nous ne trouvons, dans le projet de loi de finances qui nous est soumis, aucune proposition de crédit matérialisant l'accord que vous aviez donné.

Certes, vous nous direz qu'au total le budget des anciens combattants pour 1965 coûtera à la France et aux Français 24 milliards d'anciens francs de plus qu'en 1964. Mais chacun sait que ces 24 milliards représentent en fait l'application pure et simple de la loi, comme chacun peut constater qu'à travers eux 12 millions de francs seulement sont prévus pour des mesures nouvelles, c'est-à-dire seulement quelques anciens francs de plus par jour pour les veuves, les orphelins infirmes, incurables et les ascendants.

Ce n'est pas seulement un député de l'opposition qui vous le dit, monsieur le ministre. Les rapporteurs eux-mêmes, membres de la majorité, l'avaient dans leurs rapports écrits.

Pourtant vous récupérez chaque année des crédits importants et vous pourriez, selon nous, les utiliser en vue d'améliorer la situation des catégories auxquelles je viens de faire allusion.

A ce propos, permettez-moi, monsieur le ministre, de vous rappeler vos propres déclarations publiées au *Journal officiel* du 26 octobre 1963, pages 5691 et 5692 :

« Il est un autre reproche souvent exprimé à propos du budget de mon département. C'est celui qui consiste à dire que, du fait de l'accélération des décès qui surviennent dans les rangs des pensionnés, le Gouvernement « économise » une partie des sommes inscrites chaque année dans les budgets aux chapitres de la dette et que, avec le produit de ces économies, il pourrait prendre des mesures nouvelles beaucoup plus nombreuses. Cette affirmation ne résiste pas, ajoutiez-vous, à l'examen des faits. »

En conclusion de votre démonstration, vous poursuiviez : « Vous voyez donc que nos prévisions budgétaires ne sont pas exagérées, bien au contraire, et tout ce qui se dit ou s'écrit à ce sujet relève de la légende. »

Voilà votre déclaration. Si c'était une légende, monsieur le ministre, comment expliquez-vous que dans le fascicule de votre projet de budget pour 1965, page 22, titre IV, interventions publiques, sous la rubrique « Ajustement de crédits évaluatifs ou provisionnels », au chapitre 46-22, vous portez en moins le chiffre de 15.170 millions d'anciens francs ? N'est-ce pas la preuve que nous avions raison et que vos évaluations budgétaires étaient exagérées ?

Ainsi donc, plus de 15 milliards d'anciens francs n'ont pas été utilisés en une seule année pour le paiement des pensions et allocations rattachées. Quel aveu, monsieur le ministre ! Bien présomptueux étiez-vous de nous accuser de créer une légende !

Aujourd'hui, la vérité s'impose à vous et vous ne pouvez plus la travestir comme le Gouvernement le fait depuis six ans.

Notre argument reste donc valable : avec les sommes récupérées chaque année, par suite des nombreux décès intervenus parmi les parties prenantes, vous aviez et vous avez les moyens d'appliquer, sinon en totalité du moins en grande partie, l'article 55 de la loi de finances pour 1962 prévoyant un plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre.

A ce point de mon propos et si vous me le permettez, monsieur le ministre, je voudrais vous interroger sur le sort que vous entendez réserver à quelques revendications particulières.

Quand pensez-vous faire bénéficier les anciens déportés du droit à la retraite par anticipation ?

Vous avez vous-même, l'an dernier, reconnu que le temps n'efface pas le droit. Pourquoi alors refusez-vous encore d'abolir les délais de forclusion ?

Les déportés politiques sont, pour l'octroi de leur pension, traités en victimes civiles de la guerre. Ne pensez-vous pas, comme vous le demande l'U. N. A. D. I. F., qu'il serait plus juste de les aligner sur les droits à pension de guerre et au taux du simple soldat ?

Enfin, vous avez rejeté la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens combattants d'Algérie. Ne pensez-vous pas, après réflexion, que cette position n'est pas juste, qu'il y a lieu de reconsidérer le cas, que des milliers de jeunes Français ont été tués au combat et que parmi leurs camarades survivants qui ont participé aux mêmes combats dans les zones dites opérationnelles, il en est qui peuvent légitimement prétendre à la qualité de combattant ?

Mesdames, messieurs, le 3 octobre dernier, les anciens combattants se sont retrouvés, par dizaines de milliers, venus de toute la France, pour clamer leur mécontentement. Ils sont mécontents parce qu'en 1959 le gouvernement a réduit sensiblement la représentation de leurs organisations dans les conseils d'administration des offices départementaux et national.

Ils sont mécontents parce qu'en 1959 également le gouvernement a aboli la loi qui avait fait du 8 mai, anniversaire de la victoire de 1945, un jour de fête nationale.

Ils sont mécontents parce qu'en 1961 le gouvernement a rompu l'égalité des droits entre les anciens combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945 en matière de retraite du combattant.

Ils sont mécontents encore parce qu'en 1962, le Gouvernement n'a pas fait bénéficier les pensions de guerre du relassement intervenu en faveur de certaines catégories de fonctionnaires auxquelles les mêmes pensions sont rattachées sous forme de rapport constant.

Ils sont mécontents enfin parce que le Gouvernement refuse d'appliquer la loi intervenue en leur faveur en ignorant l'article 55 de la loi de finances pour 1962.

Aussi rien d'étonnant à ce qu'ils aient recours au moyen de la protestation publique.

Je sais, monsieur le ministre, que certains de vos amis soucieux de vous défendre malgré tout essaient de dégager votre responsabilité. Le responsable, disent-ils, c'est le ministre des finances qui aurait rejeté toutes vos propositions budgétaires. Et d'ajouter, pour être aimable à votre intention, que vous êtes plus à plaindre qu'à blâmer.

Nous ne prendrons pas part à ce petit jeu trop facile, car ce n'est qu'un jeu pour amuser la galerie.

Nous siégeons ici dans une assemblée politique qui a le devoir de situer exactement les responsabilités.

Pour nous il ne peut pas y avoir un ministre des anciens combattants qui voudrait bien mais qui ne peut pas et un ministre des finances qui pourrait mais qui ne veut pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Pour nous il y a un Gouvernement dont tous les ministres sont solidaires, lequel pratique une politique dont vous êtes responsable autant que quiconque de ses membres. (*Très bien ! sur les bancs du groupe socialiste.*)

L'homme est une chose et le ministre responsable en est une autre. Nous n'avons donc pas à vous plaindre, comme certains des membres de votre majorité nous y ont invités, mais à vous condamner franchement et ouvertement, sûrs de notre bon droit quand nous dénonçons votre refus de respecter la loi de la République.

Ce faisant, nous sommes sûrs de traduire le sentiment unanime des anciens combattants et victimes de guerre et en même temps de défendre les droits du Parlement et la cause d'une vraie démocratie parlementaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Nous voterons donc contre votre projet de budget parce qu'il est insuffisant et qu'il ne respecte pas la loi de la République intervenue en faveur des anciens combattants et victimes de guerre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Marceau Laurent. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le rapporteur du budget des anciens combattants pour 1963, M. Charvet, déclarait dans son rapport : « Il est infiniment fâcheux que de nombreux espoirs soient aujourd'hui déçus » et M. Schnebelen, membre de la majorité de cette Assemblée, regrettait l'inadmissible discrimination entre les générations du feu, qui maintient à 35 francs le taux de la retraite pour les anciens combattants de la guerre de 1939-1945.

Notre collègue M. Darchieurt, au cours de son intervention, justifiait les protestations des anciens de 1939-1945 contre cette discrimination. La carte étant la même pour tous, elle confère l'égalité des droits.

Il demandait, en conséquence, la revalorisation de la retraite sur la base d'une pension d'invalidité de 10 p. 100 à partir de 65 ans, le remboursement intégral des lagermarks ou marks de camps et des deutschmarks, enfin l'application du rapport constant à toutes les pensions de guerre.

Mais tout cela en vain, le Gouvernement n'ayant accepté que l'allocation d'un pécule de 50 francs aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918.

Au budget de 1965, aucun crédit d'importance n'est prévu pour satisfaire les revendications des anciens combattants de 1939-1945, des anciens prisonniers de guerre, des anciens déportés et rapatriés, notamment pour assurer le remboursement des monnaies allemandes déposées par les rapatriés dans les centres d'accueil.

Pourtant, les crédits nécessaires à ce remboursement ont été mis à la disposition du Gouvernement français par la République fédérale allemande, en exécution de la loi interalliée n° 75, du mois de mars 1945, relative aux réparations.

Ces crédits, s'élevant à 2.069 millions d'anciens francs, correspondaient à une évaluation précise des autorités françaises qui ont fourni à l'administration allemande un état faisant mention des noms, prénoms, adresses des rapatriés et de la somme déposée par chacun d'eux.

Le chiffrage de cette somme résulte, non pas d'une évaluation forfaitaire mais, au contraire, d'un inventaire minutieux des créances détenues par les rapatriés. Le dépôt de ces monnaies a fait l'objet de l'article 8 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, qui prévoyait que chaque rapatrié recevrait une contre-valeur de 100 reichsmarks au taux maximum de vingt francs, la centralisation des reçus de monnaies allemandes et de monnaies de camp devant être effectuée par l'office des biens et intérêts privés.

Le remboursement de ces monnaies est d'abord prévu par la loi n° 51-632 du 24 mai 1951, qui a précisé que chaque rapatrié pourrait l'obtenir sur sa demande, dans la limite d'un montant de 500 marks et sous déduction de l'acompte déjà reçu au moment du dépôt.

Il a fait l'objet de diverses instructions en application de l'arrêté du 26 janvier 1954, qui avait fixé le taux d'échange à six francs, et de l'arrêté du 8 mars 1957 qui a porté ce taux de six à quinze francs.

Le délai de remboursement, d'abord fixé au 31 décembre 1957, a été reporté au 31 décembre 1958. Or, le crédit de 2.069 millions d'anciens francs, versé à un compte spécial du Trésor, n'a pas été épuisé et ni M. le ministre des finances, ni

vous-même, monsieur le ministre des anciens combattants, n'avez contesté l'existence d'un solde créditeur.

Malgré les protestations des associations d'anciens combattants, prisonniers de guerre, déportés politiques, et des travailleurs non volontaires rapatriés, malgré les interventions à cette tribune de nombreux collègues, les sommes en cause sont toujours bloquées.

M. le ministre des finances prétend que les sommes versées aux rapatriés en 1945, représentées par la prime de démobilisation et l'acompte de 100 marks, dépassent le crédit de 2.069 millions d'anciens francs versé par la République fédérale allemande.

La prime de démobilisation ne peut être confondue avec l'acompte de cent marks qui a été retenu en conformité de l'article 11 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951. De ce fait, on ne peut soutenir que le budget général a supporté des dépenses normalement imputables au compte spécial du Trésor ouvert pour le remboursement des monnaies déposées par les rapatriés.

Nous ne pouvons accepter que les anciens combattants prisonniers de guerre, les déportés, les rapatriés soient ainsi dépossédés des sommes qui, normalement et justement, ont été versées pour eux.

Monsieur le ministre, je vous demande, au nom du groupe socialiste, d'intervenir auprès de M. le ministre des finances pour que le déblocage de ces sommes soit effectué au compte spécial du Trésor en vue de leur investissement sous le contrôle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

L'objection soulevée par M. le ministre des finances portant sur le caractère individuel de la créance des rapatriés et l'opposition éventuelle des autorités allemandes au remboursement, sous cette forme, des monnaies déposées par les anciens prisonniers de guerre, les déportés politiques et du S. T. O. pourraient être écartées par un accord préalable des autorités allemandes.

C'est à votre réponse, monsieur le ministre, que nous jugerons votre action en faveur de tous ceux qui ont souffert pour leur pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Davoust.

M. André Davoust. Monsieur le ministre, mes chers collègues, non intervention dans les quelques minutes qui me sont accordées ne portera que sur un problème précis que j'ai déjà évoqué à cette tribune à plusieurs reprises.

À plusieurs reprises, en effet, ce qui signifie que satisfaction ne m'a pas été donnée et que, comme d'autres collègues appartenant à tous les groupes de cette Assemblée, j'estime nécessaire d'appeler une nouvelle fois l'attention du ministre responsable.

Déjà, au cours du débat budgétaire du 22 janvier 1963, j'avais exposé au Gouvernement la situation particulière d'une très grande partie de la jeunesse française qui, par la guerre d'Algérie, avait appris à connaître un peuple différent du nôtre, avait côtoyé là-bas misère et richesse, avait vu autour d'elle lâcheté et passivité mais aussi courage et générosité et qui a fait honneur à notre pays en le servant de son mieux.

Vingt-trois mille quatre cent cinq morts, cinquante mille trois cent soixante-seize blessés, pensionnés au titre de la loi du 6 août 1955, trois millions d'hommes mobilisés entre 1954 et 1962, tel est le bilan humain de la guerre d'Algérie.

Or un mouvement d'opinion se dessine de plus en plus fort en faveur de la reconnaissance du statut d'ancien combattant pour les anciens d'Algérie.

Classiquement, ce statut est conféré par l'attribution pure et simple de la carte du combattant. On ne peut nier honnêtement que cette carte représente une valeur sentimentale certaine qu'on ne peut complètement négliger, sous réserve toutefois de situer le fait « anciens d'Algérie » dans ses véritables dimensions.

En réalité, l'expérience qu'a vécue en commun la génération des djebels a ceci de particulier qu'elle ne peut être assimilée à rien de ce qui existait auparavant.

Les anciens d'Algérie ne demandent pas à être traités comme les anciens de 1914-1918, par exemple, car les deux types de conflit n'ont rigoureusement rien de comparable. Mais on ne peut pas dire non plus que ces hommes se sont tout simplement bornés à remplir leurs obligations militaires légales, car les conditions dans lesquelles ils ont accompli leur service en Algérie sont totalement différentes de celles dans lesquelles s'accomplissent normalement un service dans une caserne provinciale. S'il était besoin d'en apporter la preuve, le tribut de 25.000 morts et de 50.000 blessés payé par le contingent en Algérie suffirait, hélas ! à illustrer cette constatation. Ceux qui ont participé à d'autres conflits l'ont bien compris, qui accueillent aujourd'hui dans leurs rangs, avec leurs drapeaux, les anciens d'Algérie, lors des rassemblements devant les monuments aux morts de nos villes et de nos villages.

En vérité, ce ne serait la justice que les pouvoirs publics leur donnent enfin officiellement acte de la mission qu'ils ont accomplie avec honneur en Algérie et des sacrifices qu'ils y ont consentis.

C'est pourquoi, comme je l'ai déjà dit à cette tribune il y a un an, le 17 octobre 1963, j'estime particulièrement regrettable la décision du bureau de notre Assemblée qui a déclaré irrecevable la proposition de loi que j'avais rédigée, comme il a d'ailleurs déclaré irrecevables les propositions de loi déposées par d'autres collègues, notamment MM. Darchicourt, Beauguette, Tourné et Bignon. Malgré cet échec, nous sommes nombreux dans cette Assemblée à réclamer la reconnaissance aux anciens combattants d'Algérie du titre qui leur a été jusqu'à présent refusé.

On pourrait, ou bien leur remettre la carte du combattant classique, ou bien, ce qui paraît plus simple, leur reconnaître le titre de ressortissant de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. Cela permettrait à ces anciens de bénéficier de toutes les prestations de l'office qui leur sont jusqu'alors interdites, c'est-à-dire des secours, des prêts, des possibilités de rééducation. Par ce moyen, ils pourraient obtenir soit une priorité de reclassement, soit l'accès aux emplois réservés, soit la priorité générale de reclassement, variable selon les circonstances particulières propres à tous les secteurs économiques.

L'adoption de cette mesure permettrait aussi d'accorder aux fonctionnaires et agents des services publics une bonification de la retraite statutaire, aux autres agents de la production une bonification de points de retraite du régime général, au prorata du temps passé en opérations.

Seraient également accordées une augmentation du nombre des places disponibles dans les centres de formation professionnelle de l'office national, cette formule de recyclage professionnel ayant eu depuis deux ans le succès certain qu'elle mérite et qui devrait être reconnu et enfin la prorogation jusqu'à l'âge de trente ans des dispositions de la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961.

Voilà, brièvement énumérées, monsieur le ministre, quelques-unes des décisions longtemps attendues et que nous aimerions voir se matérialiser. Elles n'ont rien de démagogique. Elles traduisent fermement en revanche le souci qui est le nôtre de témoigner notre gratitude aux jeunes Français qui ont passé de longs mois en Algérie dans les circonstances difficiles que vous connaissez. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Mesdames, messieurs, dans le cadre de cette discussion d'une rapidité électronique, je vais essayer de dire l'essentiel de ce que je m'étais proposé de déclarer devant l'Assemblée.

Depuis 1953, nous ne cessons de soutenir ici la thèse qu'en fin d'exercice, chaque année, le gouvernement retire du budget des anciens combattants un nombre considérable de milliards. Cette année, notre thèse a fait du chemin. M. le ministre des anciens combattants a reconnu lui-même en séance de commission, vendredi dernier, que les économies réalisées à la suite des décès des parties prenantes s'élevaient cette année à 15 milliards 170 millions d'anciens francs. Ce chiffre figure d'ailleurs dans son budget, chapitre 46-22, page 22.

M. le ministre déclara aussi que la mortalité frappait nos camarades anciens combattants de la guerre de 1914-1918 dans une proportion de 13 p. 100. Sur ce point, M. Sainteny a fait un pas dans la recherche de la vérité.

Ainsi, mesdames, messieurs, même sans crédits nouveaux, même sans dépenses nouvelles, il est possible de donner satisfaction aux anciens combattants. D'après M. le ministre des anciens combattants lui-même, 15 milliards 170 millions d'économies ont été réalisés en 1964 sur les morts. Il y aura au moins une économie aussi importante réalisée sur les pensionnés qui décéderont en 1965. Toutefois, ma propre étude aboutit non pas à 15 milliards, mais à plus de 30 milliards d'anciens francs d'économies possibles en 1965, du fait des décès des parties prenantes.

L'Assemblée me permettra sans doute de lui soumettre les principaux points de cette étude.

Souignons, d'abord, qu'entre le jour du décès d'un invalide de guerre et le jour où sa pension est rayée définitivement du grand livre de la dette publique, il s'écoule au moins deux ou trois ans.

Premier point : le dernier inventaire des parties prenantes au budget des anciens combattants et victimes de guerre — comprenant les invalides et les veuves — effectué par le ministère des finances date du 1^{er} janvier 1960. Il s'agissait des vivants recensés en 1959. Il s'est déjà écoulé cinq ans. Ce sont les statistiques du 1^{er} janvier 1960 qui ont servi à élaborer les récents budgets ainsi que celui de 1965.

Ces statistiques de 1960 nous donnaient, en outre, le nombre de 593.808 veuves de guerre.

Deuxième point : cette année, on nous dit qu'il n'en reste plus que 495.000. Cela signifie qu'en cinq ans on a enregistré la disparition officielle de 98.808 veuves. Cela représente une « économie » moyenne de 20 milliards d'anciens francs.

Troisième point : en dix ans, le budget des anciens combattants et victimes de la guerre est passé — retenez ce chiffre, mes chers collègues — de 211 milliards 433 millions d'anciens francs, en 1956, à 493 milliards 690 millions d'anciens francs pour 1965. Il s'est donc accru en dix ans de 133 à 134 p. 100. Les pensions, comme vous le savez, représentent plus de 95 p. 100 des crédits globaux du ministère des anciens combattants.

Depuis 1953, la valeur des pensions a été calculée en points. La retraite du combattant représente, par exemple, 33 points, la pension d'invalidité à 100 p. 100, 1.000 points. Le point indice valait, en 1956, 304 anciens francs ; depuis le 1^{er} avril 1964, il vaut 637 anciens francs. En dix ans, le point d'indice a donc augmenté de 110 p. 100.

Comme au cours de ces dix années l'augmentation du budget des anciens combattants a été de 133 p. 100, il faudrait en conclure qu'aucun invalide, qu'aucune veuve, qu'aucun ascendant, qu'aucun titulaire de la retraite du combattant n'est décédé au cours des dix dernières années.

L'âge des ressortissants de la guerre 1914-1918 varie, vous le savez, entre 70 et 90 ans. Quelle proportion de décès enregistrés par an chez les Français qui se trouvent dans ces catégories d'âge ?

Le temps me fait défaut pour vous communiquer tous les renseignements que j'ai recueillis auprès du ministère des finances, en ce qui concerne les catégories d'âge des pensionnés. L'annuaire statistique de la France édité en 1963, publié par l'institut national de la statistique et des études économiques sous le contrôle du ministère des finances, donne, pour 1962, les renseignements suivants :

Les Français de sexe masculin, âgés de soixante-dix ans, meurent dans une proportion de 5,19 p. 100 ; les Français âgés de quatre-vingt-dix ans, dans une proportion de 30,05 p. 100. Cela fait une moyenne de 15,50 p. 100 de décès pour les Français de sexe masculin âgés de soixante-dix à quatre-vingt-dix ans, c'est-à-dire tous les anciens combattants, toutes les victimes de la guerre 1914-1918.

En ce qui concerne les femmes, le taux de mortalité est moins élevé. De soixante-dix ans à quatre-vingt-dix ans, il est de 12 p. 100. La moyenne des décès pour les deux sexes se situe donc à 13,75 p. 100. Comme je l'ai dit tout à l'heure, M. le ministre l'a située vendredi dernier à 13 p. 100. Nos appréciations concordent donc.

Toutefois, pour y voir plus clair, il était nécessaire de connaître l'âge réel de tous les pensionnés. J'ai pu me procurer dans les archives du ministère des finances l'inventaire effectué à cet effet.

C'est ainsi que j'ai pu constater que les trois quarts des pensionnés de la guerre 1914-1918 avaient, en 1959, plus de soixante-dix ans. Les vivants, bien sûr, ont tous depuis vieilli de cinq ans. Les ascendants de la guerre 1914-1918, au nombre de 34.000, étaient âgés à ce moment-là de soixante-dix-neuf à quatre-vingt-quinze ans. Il n'en reste plus. Ils ont pratiquement tous disparu.

Si nous avions le temps, j'aurais rappelé la mortalité exacte par catégorie d'âge. Je me bornerai à souligner que les statistiques officielles du 1^{er} janvier 1960 nous donnaient, pour les seuls pensionnés de la guerre 1914-1918, 935.596 unités.

A concurrence de 13 p. 100 de disparitions annuelles, le budget comporte donc, pour 1965, 120.000 pensions au moins qui, en fin d'année, seront éteintes.

Tenant compte que le nombre global des pensionnés toutes guerres et hors guerre était, le 1^{er} janvier 1960, de 1.854.796 pour les seuls pensionnés de la guerre 1914-1918, l'économie possible sera de 13 p. 100 de la moitié des dépenses globales.

Cela donne bien 30 milliards d'anciens francs d'économie possible sur les seuls ressortissants de la guerre 1914-1918.

Sur le million de « poilus » titulaires de la retraite du combattant au taux plein, au moins 100.000 d'entre eux disparaîtront en 1965. Cela nous laisse environ 3 milliards d'anciens francs supplémentaires.

Ces données ne peuvent être contestées. Et encore, nous n'avons pas parlé de la mortalité chez les « hors guerre », au nombre de 128.688 en 1960. Un tiers d'entre eux a atteint l'âge de 70 ans ou l'a dépassé.

Dans mon étude, j'ai laissé aussi de côté les ressortissants de la guerre 1939-1945 dont les rangs s'éclaircissent également.

Je n'ai pris en considération que le cas des seuls pensionnés de la guerre 1914-1918 âgés de 70 ans et plus. Pour cette catégorie, en effet, les tables de mortalité sont d'une rigueur extrême.

Notre démonstration est ainsi irréfutable.

Mais vous oubliez, nous dira-t-on peut-être, de parler des pensions nouvelles accordées, soit par les conseils de réforme, soit par les tribunaux des pensions. Nous ne voulons pas esquiver cette observation. A l'une de mes questions écrites — n° 8567 du 21 avril 1964 — il a été répondu — *Journal officiel* du 29 août 1964 — qu'en 1963 il y a eu 12.191 concessions de pensions nouvelles, après décision des conseils de réforme, et environ 5.000 décisions favorables aux pensionnés, prises par les tribunaux des pensions. Beaucoup de ces décisions d'ailleurs portaient sur des aggravations et non sur des pensions nouvelles. Ceci est loin de compenser cela.

Donc, avec les 490 milliards d'anciens francs de votre budget, tenant compte qu'en fin d'année il restera plus de trente milliards non utilisés, il est possible : premièrement, de lever toutes les forclusions ; deuxièmement, de rattraper le retard sur le rapport constant ; troisièmement, de mettre un terme à la discrimination qui frappe les combattants de la guerre 1939-1945 et les combattants d'Algérie ; quatrièmement, d'appliquer une première tranche de l'article 55 de la loi de finances de 1962 ; cinquièmement, de doter les déportés et internés d'un statut unique, avec des droits égaux pour tous.

Aussi, en m'excusant de la rapidité avec laquelle je suis intervenu — mais n'y sommes-nous pas obligé ? — ai-je déposé sur le bureau de M. le président un amendement ainsi conçu :

« Le budget des anciens combattants pour 1965 sera totalement utilisé en faveur de tous les ressortissants de ce ministère. A cet effet, un inventaire réel des parties prenantes sera effectué et le reliquat enregistré en fin d'exercice sera utilisé : 1° pour rattraper une partie du retard enregistré dans l'application de la loi sur le rapport constant ; 2° pour l'ouverture du plan quadriennal prévu par l'article 55 de la loi de finances de 1962 ».

J'ai terminé, je n'ai pas dépassé mes dix minutes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Hinsberger. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Etienne Hinsberger. Monsieur le ministre, je n'interviens pas dans la discussion de votre budget pour souhaiter particulièrement, une fois de plus, le règlement des problèmes posés par la situation des anciens combattants et victimes de la guerre d'Alsace et de la Moselle.

Je me fais, en effet, l'interprète de mes amis de la Moselle pour vous remercier d'avoir consenti à créer les commissions spéciales chargées d'étudier ces problèmes.

Lors de la réunion du 19 décembre 1963, vous avez défini l'orientation que devaient prendre les travaux de la commission spéciale, lesquels devaient tendre notamment à l'attribution du pécule aux prisonniers de guerre alsaciens et mosellans de 1914-1918, à l'indemnisation des victimes des persécutions nazies, à l'extension de la présomption d'origine sans condition de délai, à l'extension du statut du réfractaire au bénéfice des bonifications de campagne et de majoration d'ancienneté aux incorporés de force, à l'attribution de la médaille des évadés aux déserteurs de l'armée allemande, aux statuts des déportés et internés résistants et politiques, à la levée de la forclusion, à la réglementation des requis du R. A. D., à l'examen du problème des commissions d'appareillage.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour souligner la haute tenue de la réunion plénière qui s'est tenue à Strasbourg le 20 juin 1964, ainsi que la courtoisie et l'esprit de camaraderie ancien combattant qui ont animé cette réunion grâce au concours apporté par une soixantaine d'associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, en présence des parlementaires et des membres de votre ministère.

Par la création de la commission mixte, vous avez engagé le dialogue qui a permis d'aboutir à un accord sur des problèmes en suspens depuis vingt ans, et dont beaucoup avaient été estimés insolubles.

La preuve est ainsi apportée qu'avec des hommes de bonne volonté on pouvait escompter un résultat.

Les anciens combattants et victimes de la guerre tournent leur regard vers vous, monsieur le ministre. Ne les décevez pas. Ils attendent et espèrent avec confiance la solution des problèmes examinés par la commission spéciale.

D'après les renseignements que je possède, certaines dispositions ont déjà été prévues en leur faveur. Nous nous en félicitons.

Nous comptons obtenir par la suite d'autres résultats positifs. Vous rendrez ainsi justice, monsieur le ministre, à nos camarades des trois départements.

Nous aurons certainement à souffrir de déceptions inévitables, dues au frein du ministère des finances. Les populations de notre région frontalière, comme vous le savez, ont particulièrement souffert sous l'occupation allemande. Aussi sont-elles en droit d'attendre la reconnaissance de la nation, conformément à l'article L. 1 du code des pensions militaires d'invalidité des anciens combattants et victimes de guerre, lequel dispose que « la

République française, reconnaissante envers les anciens combattants et victimes de la guerre qui ont assuré le salut de la patrie, proclame et détermine le droit à réparation ».

Je souhaite, monsieur le ministre, qu'il vous soit possible d'apporter une solution complète à tous les problèmes posés par la situation des Alsaciens et Mosellans lors de la commémoration du vingtième anniversaire de l'armistice de 1945, en avril 1965, de façon à leur prouver ainsi la reconnaissance de la nation. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Cance.

M. René Cance. Monsieur le ministre, plusieurs orateurs l'ont déjà dit, le projet de budget que vous nous présentez n'apportera aux anciens combattants et victimes de guerre aucun espoir quant à une prochaine amélioration de leur situation. Il maintient, en effet, pour l'essentiel tous les refus du pouvoir.

Pour nous, votre budget se traduit par un seul chiffre : 12 millions de francs. Il n'y a que 12 millions de francs pour « quatre petites mesures nouvelles » — je reprends l'expression que vous avez utilisée devant la commission — et c'est tout. Le reste est essentiellement constitué par des crédits destinés à couvrir des dépenses déjà votées par le Parlement, dont certaines depuis plusieurs années. Vous refusez toujours de rétablir la retraite du combattant au taux plein pour tous. Or, la même carte doit donner les mêmes droits. Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, qu'il ne s'agit pas uniquement pour les anciens combattants de 1939-1945, d'une question matérielle, bien que nombre d'entre eux auraient besoin de cette petite retraite. Il s'agit aussi d'une revendication, d'une exigence qui leur tient à cœur, parce que c'est une question de dignité pour eux. Le Gouvernement doit reconnaître que les anciens combattants de 1939-1945 ont fait leur devoir comme leurs aînés de 1914-1918 et qu'ils doivent avoir la même retraite. Vous avez tiré un trait sur l'article 55 dont on a déjà parlé longuement au cours de cette discussion, article qui cependant, je me permets de le rappeler, avait été voté à l'unanimité par l'Assemblée.

Quant au rapport constant, les décrets du 26 mai 1962 ont remis en cause son honnête application. Les victimes de guerre, les invalides, les veuves, les ascendants, les titulaires de la carte du combattant subissent ainsi, depuis deux ans, une perte qu'on peut estimer à 9 p. 100 des sommes qui leur sont dues.

Les anciens combattants sont aussi très attachés à une application loyale du rapport constant, puisque ce rapport constitue la pièce maîtresse du code des pensions, qu'il est la seule garantie de leur pouvoir d'achat. Il importe donc de respecter la volonté du législateur qui a voulu, — personne ne le conteste — que l'invalidé à 100 p. 100 dispose, pour vivre, des mêmes ressources que l'huissier de ministère, c'est-à-dire qu'il soit aujourd'hui à l'indice 210.

Telles sont, monsieur le ministre, les trois ou quatre observations principales — puisque hélas ! je ne dispose que de cinq minutes de temps de parole — que je tenais à présenter.

Permettez-moi d'ajouter qu'il est affligeant pour un député ancien combattant d'être contraint, chaque année, de répéter les mêmes choses pour défendre les droits de ses camarades. Les anciens combattants ne sont pas des quémandeurs insatiables comme le Gouvernement l'affirme souvent. Ils veulent simplement que les promesses qui leur ont été faites soient honorées et ils protestent contre cette stabilisation de l'injustice.

Ils réclament le respect de leurs droits ; le même droit à réparation c'est-à-dire une retraite identique pour les deux générations du feu — je précise d'ailleurs que même au taux plein la retraite du combattant, depuis 1930, a perdu les trois quarts de son pouvoir d'achat — l'application loyale du rapport constant, l'abrogation des décrets du 26 mai 1962, l'attribution de la carte de combattant aux jeunes soldats qui ont pris part aux campagnes d'Afrique au Nord.

Ces revendications sont modestes et leur satisfaction impliquerait de minuscules dépenses au regard de l'extraordinaire gaspillage qu'entraîne la force de frappe.

Les anciens combattants veulent aussi que le 8 mai soit une journée nationale, une journée fériée, chômée comme le 11 novembre.

Mon ami Tourné — et ce n'est pas la première fois — a démontré que des crédits votés par le Parlement restent chaque année inutilisés du fait de l'extinction de pensions et retraites. Les combattants de 1914-1918 ont aujourd'hui, monsieur le ministre, en moyenne plus de soixante-seize ans. Vous pouviez disposer cette année — M. Darchicourt l'a rappelé — de 15 milliards d'anciens francs pour améliorer la situation des anciens combattants et victimes de guerre.

Je le répète, les demandes des anciens combattants sont raisonnables. Elles ne mettraient pas en danger l'équilibre de votre budget et ils accepteraient sans doute un « rattrapage progressif » de leurs droits.

En cette année de commémoration de la guerre 1914-1918, le pouvoir a été plus prodigue que jamais de bonnes paroles ; de

la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris comme de la cathédrale de Reims, le chef de l'Etat n'a pu faire moins que de saluer le courage, l'esprit de sacrifice et le patriotisme de ceux que la France appela un jour sous les armes.

Les anciens combattants ne demandent qu'une chose au Gouvernement et aux parlementaires de la majorité qui sont intervenus, c'est de mettre leurs actes en accord avec leurs paroles. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Grussenmeyer. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. François Grussenmeyer. Pour arrêter le flot d'interventions qui déferlait chaque année à cette tribune, mais aussi pour mieux connaître nos problèmes particuliers et réparer certaines injustices, vous avez bien voulu, monsieur le ministre, prendre en décembre dernier l'initiative de réunir autour d'une Table ronde tous les parlementaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, territoires qui, de juin 1940 à mars 1945, avaient été annexés de fait par l'ennemi.

Trois commissions ont été créées, présidées par nos amis, MM. Mondon, Georges Bourgeois et André Bord. Ce dernier, retenu par la séance du parlement européen à Strasbourg, regrette de ne pas pouvoir assister à ce débat.

Les différentes réunions qui se sont succédé ont permis d'approfondir les problèmes spéciaux des anciens combattants et victimes de guerre de nos trois départements.

En juin dernier enfin, toujours à votre initiative, les responsables des différentes associations d'anciens combattants ont été appelés eux aussi à faire connaître leur point de vue.

Un inventaire consigné dans un cahier de 62 pages — ce qui prouve combien les problèmes sont nombreux et complexes — a été dressé et se trouve entre vos mains et celles de votre administration.

Je n'évoquerai aucun de ces problèmes, mon ami M. Hinsberger l'ayant fait en citant les têtes de chapitres, et vous les connaissez parfaitement.

Mon intervention a uniquement pour but, d'abord de vous rappeler, au nom de mes collègues du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qui font partie de la majorité, l'existence de ce dossier, de vous dire ensuite que ces problèmes appellent une décision rapide et vous remercier enfin, vous et les fonctionnaires de votre administration, de l'intérêt bienveillant que vous avez toujours porté et que vous continuerez à témoigner aux problèmes des anciens combattants et des nombreuses victimes de guerre de nos trois départements tant de fois éprouvés par les vicissitudes de l'histoire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. André Beauguitte. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.)

M. André Beauguitte. Monsieur le ministre, j'ai eu l'occasion déjà de vous exposer les revendications des milieux anciens combattants lorsque vous êtes venu à Verdun et à Douaumont.

Lors de votre dernière visite, j'ai laissé entre vos mains un mémoire élaboré au cours d'une réunion où les délégués des grandes associations d'anciens combattants siégeaient à mes côtés.

Je regrette de devoir constater que cette note, qui comportait de nombreuses suggestions et des vœux, est toujours valable. Quant au discours que j'ai prononcé à cette tribune l'année dernière lors de la discussion de votre budget, à peu près à cette même date, évoquant un ensemble de desiderata et d'observations opportunes, il pourrait être prononcé aujourd'hui sans y rien changer. Il conserve sa pleine actualité.

Je sais bien — et je tiens à le dire — monsieur le ministre, que vous vous efforcez sans cesse — c'est là le but de votre action — d'aboutir à des résultats tangibles en faveur des victimes de la guerre. Trop souvent, hélas ! pour ne pas dire toujours, vous vous heurtez à votre collègue des finances.

Toutefois je voudrais que, dans la hiérarchie des dépenses de l'Etat, les anciens combattants aient une place de choix, qui leur est actuellement refusée.

Tout à l'heure, mes chers collègues, MM. les rapporteurs et les différents orateurs, qui ont tous été très précis, ont repris, un à un, les différentes questions qui ressortissent à votre département ministériel. Je ne procéderai donc pas à une énumération qui serait fastidieuse. Je me permettrai seulement de vous remettre un memorandum qui fera le point de la situation.

Ma voix est modeste certes, mais j'espère que cette année du cinquantième de la déclaration de la guerre 1914-1918 et du vingtième anniversaire de la libération de notre pays donnera un peu plus de poids aux paroles de celui qui représente Verdun, cette seconde capitale de la France, capitale héroïque où, tous les ans, les instances les plus représentatives des anciens

combattants se réunissent, développent leur argumentation et, il convient de le préciser, font toujours abstraction du côté matériel de leurs problèmes pour en considérer plutôt l'aspect moral et humain.

Lorsque nous entrerons dans le détail de la discussion du budget, un amendement concernant la défense des droits de toutes les victimes de la guerre sera présenté à l'Assemblée et, donc, à vous-même, monsieur le ministre. Je suis l'auteur de cet amendement, qui se réfère à l'article 55 dont on a tant parlé il y a deux ans, l'an dernier et aujourd'hui même, et qui vise la charte des anciens combattants.

Vous devrez à nouveau vous pencher sur cet article de la loi de finances de 1962; il sera, à mon sens, nécessaire de reprendre les différents textes qui y ont été rattachés et qui sont uniquement inspirés, il faut le reconnaître, par un motif de justice et d'équité. Je vous demanderai essentiellement, monsieur le ministre, de songer à renouer avec les anciens combattants le dialogue officiel interrompu. Les anciens combattants ont demandé une participation accrue à l'augmentation générale du niveau de vie de la nation, et non pas seulement l'adaptation constante de leur personne à l'évolution des traitements et salaires.

Devant cette revendication, le ministère des anciens combattants a décidé de réunir une commission qui aurait pour mission de rechercher une nouvelle définition de l'indexation des pensions de guerre donnant satisfaction, tout au moins en partie, aux vœux exprimés. Cette commission n'a pu aboutir à un résultat.

Nous avons fondé beaucoup d'espoirs sur cette commission. Vous aussi, monsieur le ministre, puisque vous aviez tenu à ce qu'elle se réunisse. Mais des problèmes très délicats étaient à résoudre. La condition préalable était nettement posée. Elle n'a pas été admise officiellement. Aussi, la commission n'est-elle pas entrée dans le détail des questions comme vous et moi nous l'aurions voulu.

J'insiste donc, monsieur le ministre : trouvez un moyen qui permettra de reprendre le dialogue, à chacun de faire entendre sa voix et d'exprimer loyalement sa pensée. Alors — je n'en doute pas — une besogne profitable aux vœux des intéressés sera accomplie. C'est le sens que j'attribue à mon intervention de ce matin.

Les perspectives ouvertes par le Parlement quand nous avons voté l'article 55 de la loi de finances pour 1962 n'ont pas abouti aux conclusions que nous recherchions. Il s'agissait essentiellement d'amener le Gouvernement, en appliquant ce texte, à saisir obligatoirement le Parlement dans le cadre d'un plan quadriennal, de dispositions visant l'ensemble du contentieux relatif aux anciens combattants, et notamment au rajustement des pensions des veuves, des ascendants et des orphelins, ainsi que des grands invalides et des mutilés à moins de 100 p. 100, aux conditions de paiement du pécule aux prisonniers de guerre 1914-1918 ou ayants cause, à l'établissement de l'égalité des droits — pour tous les titulaires — à la carte du combattant sans oublier les soldats d'Afrique du Nord, à la revalorisation de la retraite sur la base d'une pension d'invalidité de 10 p. 100 à partir de 65 ans.

Il est indéniable — vous l'avez bien constaté — qu'il ne s'agit pas aujourd'hui d'un débat politique. Mais, quelle que soit l'orientation idéologique de ceux qui interviennent dans ce débat, la volonté de soutenir et de défendre les anciens combattants est unanime. Que vous ayez devant vous, monsieur le ministre, un orateur appartenant à un groupe de gauche, du centre ou à un modéré, la tendance est la même. Si une motion de synthèse pouvait être déposée, elle recueillerait certainement l'adhésion formelle et sans réticence de l'Assemblée.

Cette unanimité doit déterminer votre doctrine et surtout celle du ministère des finances; c'est donc plus précisément à M. le secrétaire d'Etat au budget, qui m'écoute, que je m'adresse. En effet, je ne crois pas que l'Etat ne puisse pas mieux faire, dans l'échéancier de ses obligations. Je puis le préciser en citant des chiffres :

En 1963, le budget des anciens combattants comprenait 75 millions de mesures nouvelles; il n'en a comporté que 25 millions en 1964 et il n'en comportera que 12 millions et demi l'année prochaine.

Vous me direz peut-être : mais c'est parce que nous améliorons progressivement le sort des anciens combattants et victimes de guerre.

Je vous répondrai : non ! C'est parce qu'on ne s'attache pas à dégager des crédits provisionnels. C'est parce que, en procédant même à des réductions de crédit, on agit d'une manière plus mathématique que sentimentale; c'est parce que l'on ne veut pas, au niveau du pouvoir, établir cette hiérarchie des dépenses opportunes à laquelle j'ai fait allusion et sur laquelle je me permets, face à deux membres du Gouvernement, d'insister avec toute la force qui m'anime.

Et puisque j'ai la chance de voir à côté du ministre des anciens combattants M. le secrétaire d'Etat au budget, je lui rappellerai un bref dialogue intervenu entre lui, moi et M. Chapatlain, qui m'écoute, concernant les cheminots anciens combattants. Votre réponse, monsieur le secrétaire d'Etat — c'est la seule référence à des notes que je me permettrai durant mon discours — a été la suivante :

« Ainsi que le Gouvernement en a pris l'engagement au cours des débats budgétaires, l'attribution des bénéfices de campagne aux cheminots anciens combattants sera réalisée en plusieurs étapes annuelles, dont la première prendra effet avant la fin de l'année 1964; suivant un échéancier analogue à celui qui aboutira à la suppression de l'abattement du sixième dans la liquidation des pensions de fonctionnaires. »

Nous sommes d'accord sur le fond, monsieur le secrétaire d'Etat. Mais, dans la pratique, la bonification sera accordée, en 1964, aux anciens combattants ayant plus de soixante-quatorze ans, en 1965, à ceux âgés d'au moins soixante-douze ans. Alors, vous me permettez de vous dire que votre échéancier ne convient pas. On n'a pas le droit de tabler sur la disparition, hélas ! prévisible, d'hommes qui ont souffert de la guerre et qui, atteints dans leur chair, meurent à un âge qui, trop souvent, n'est pas celui qu'ils auraient pu atteindre.

Je demande donc à la fois à M. le ministre des anciens combattants, à M. le ministre des finances et à M. le secrétaire d'Etat au budget de procéder à un paiement immédiat des bonifications pour campagnes de guerre ou, si vraiment ma demande est excessive, d'élaborer, faute de mieux, un échéancier amélioré.

Voilà pour le deuxième point de mon intervention.

Quant au reste, monsieur le ministre, je n'ai qu'à reprendre les têtes de chapitre de mon propos de l'an dernier, à la tribune du Palais-Bourbon, le 20 octobre 1963.

Les questions qui restent en suspens sont très nombreuses. Compte tenu des mesures inscrites dans le budget de 1965, qui font suite à celles qui ont été prises les années précédentes, ces questions sont les suivantes :

D'abord, la retraite des anciens combattants : celle-ci n'est accordée au taux plein qu'aux anciens combattants de 1914-1918 et aux mutilés à plus de 50 p. 100 des autres guerres. Les anciens combattants réclament avec raison, d'une part le retour au régime de l'égalité de tous les anciens combattants pour leurs droits à la retraite et, d'autre part, la revalorisation de cette retraite. Le montant en est fixé à l'indice de pension 33; il serait très normal de le porter à 42 points.

Ensuite, la proportionnalité des pensions de 10 à 85 p. 100 : les anciens combattants demandent que la proportionnalité soit rétablie, c'est-à-dire que la pension à 10 p. 100 représente le dixième de la pension à 100 p. 100.

L'application du rapport constant est certainement le litige qui, à l'heure actuelle, crée le plus d'agitation dans les milieux anciens combattants. Le principe du rapport constant a été voté voici longtemps déjà. Il correspond, en fait, à l'indexation des pensions d'anciens combattants aux traitements de la fonction publique. Pour réaliser cette indexation, le gouvernement avait rattaché les pensions à l'indice de référence 190 brut, 170 net, chaque point de pension étant égal à un millième du traitement brut afférent à cet indice.

Lors de la remise en ordre — partielle — des traitements de la fonction publique entreprise par M. Guillaumat, les pensions des anciens combattants ont bénéficié en totalité de la revalorisation de cet indice 190. De ce côté, on peut affirmer, quelle que soit la pensée de chacun, que le rapport constant a été, pour une fois, sous la V^e République, appliqué avec toutes ses conséquences, ce qui n'avait jamais pu être fait auparavant. (Applaudissements sur plusieurs bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Les associations d'anciens combattants réclament cependant. Elles estiment que, appliqué dans sa lettre, le texte relatif au rapport constant a été violé dans son esprit.

En effet, pour améliorer la situation des fonctionnaires qui se trouvaient à l'indice 190, le Gouvernement a décidé de réformer leur avancement catégoriel et leur permet ainsi de passer à l'indice 205. Les associations d'anciens combattants estiment qu'elles auraient dû profiter de cet avancement catégoriel et bénéficier, elles aussi, de l'amélioration de la situation matérielle des fonctionnaires situés à l'indice 190.

Devant cette revendication, monsieur le ministre, vous avez alors décidé la réunion de la commission dont j'ai parlé tout à l'heure, et je n'y insiste pas.

En fait, dans le budget de 1965, seules les veuves de guerre bénéficient d'un avantage de deux points pour une catégorie d'entre elles, de quatre points pour une autre catégorie.

C'est vraiment très peu.

Je vous remettrai donc, et vous l'accueillerez, j'en suis convaincu, avec le préjugé favorable, la note dont j'ai déjà parlé. Je suis persuadé que vous adopterez la thèse que nous souhaltons

et que pourrait concrétiser l'adoption, cet après-midi, de mon amendement.

Avant qu'il descende de cette tribune, vous permettrez au député de Verdun de lancer un appel pressant et fervent au Gouvernement pour qu'il améliore — et c'est indispensable — la situation de ceux qui ont tout sacrifié pour le pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Bignon.

M. Albert Bignon. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je tiens, tout d'abord, à remercier le Gouvernement pour les manifestations anniversaires qui viennent de se dérouler et dont le faste a été vraiment droit au cœur des anciens combattants de 1914-1918 et de 1939-1945.

Je rappelle ces cinq manifestations nationales : le 50^e anniversaire du départ des mobilisés le 2 août à la gare de l'Est, le 20^e anniversaire du débarquement en Provence le 15 août, le 20^e anniversaire de la libération de Paris le 25 août, le 50^e anniversaire de la bataille de la Marne le 6 septembre, le 20^e anniversaire de la libération des départements de l'Est le 22 novembre.

Ensuite, dans chaque département, des cérémonies régionales et départementales ont été organisées à la cadence moyenne de deux par département. Dix-sept cérémonies ont été subventionnées par l'Etat sur le plan national : la bataille d'Ypres, notamment, le souvenir de Charles Péguy, la bataille de Mulhouse-Dornach ; et, pour la guerre 1939-1945, le débarquement en Normandie, la bataille des maquis.

Le Gouvernement a, sur ce point, fait tout son devoir et l'ancien combattant que je suis tient à l'en remercier publiquement.

Monsieur le ministre, c'était le bouquet de roses, qu'il me soit permis maintenant d'y joindre les épines.

Au cours de la dernière session budgétaire, parlant à cette tribune au nom de mon groupe, j'avais énuméré les revendications des anciens combattants qui avaient l'agrément du groupe U. N. R.-U. D. T. J'avais dit notamment que nous aurions été heureux que vous rameniez à quinze ans la durée du mariage ouvrant droit à pension pour les veuves des grands invalides pensionnés au titre de l'article L. 18 du code des pensions, ce qui eût permis aux veuves de nos camarades de la guerre 1939-1945 et, particulièrement, aux veuves de déportés, de bénéficier d'une telle disposition. A l'heure actuelle, la durée du mariage exigée est de vingt-cinq ans et, pour bénéficier de la pension, les intéressées doivent être âgées de soixante ans.

Nous avons appris par le rapporteur, M. Fossé, que la circulaire d'application de la loi que nous avons votée ne serait pas encore signée. Nous attirons votre bienveillante attention sur ce fait : il est anormal que, un an après le vote d'une loi, la circulaire d'application ne soit pas encore signée, surtout lorsqu'il s'agit de veuves de grands invalides, c'est-à-dire de femmes qui ont servi d'infirmières toute leur vie et qui ont sacrifié leur existence de femme à un très grand blessé.

La deuxième revendication que nous avions signalée, monsieur le ministre, intéressait les veuves de guerre. Nous indiquions que, en vertu de l'article 78 de la loi du 31 décembre 1928, il était traditionnel de fixer à 500 points la pension de la veuve de guerre. La pension de la veuve de guerre doit être, en effet, égale à la moitié de celle de l'invalidé à 100 p. 100.

Je me permets, monsieur le ministre, de vous rappeler cette revendication.

La troisième concerne ceux que l'on appelle les petits invalides, c'est-à-dire les pensionnés de 10 à 80 p. 100. Vous savez, monsieur le ministre, et nous avons eu maintes fois l'occasion de vous en entretenir, que, si la différence est minime entre, par exemple, la pension de 80 p. 100 et la pension de 85 p. 100, la somme finalement versée aux invalides à 85 p. 100, grâce aux allocations aux grands invalides, est extrêmement différente.

Il y a là un problème particulier et nous avions pensé — je le dis à M. le secrétaire d'Etat au budget — qu'à l'occasion de ce budget on aurait pu faire un effort en faveur des invalides entre 60 et 80 p. 100.

Nous avions demandé également une solution pour les revendications des anciens combattants d'Algérie.

Nous avons aussi parlé du problème des forclusion, dont les dates devraient être retardées.

Enfin, au nom de mon groupe, j'avais demandé au Gouvernement de faire du 8 mai une fête nationale.

Quand nous examinons le budget qui nous est présenté, nous ressentons quelque amertume à voir que le Gouvernement n'a pratiquement pas entendu notre appel de l'an passé.

Certes, on trouve quelques formules nouvelles.

Il y a l'extension aux aveugles enrôlés dans la résistance de l'allocation n° 11. Mais il s'agit là d'une récompense pour un fait d'armes exceptionnel plutôt que de la réparation d'un préjudice ou d'un dommage.

Nous trouvons également quelques points de majoration pour les pensions de veuves : 2, 3 et 4 points selon les catégories. De nouveaux taux vont être déterminés. Ils seront désormais,

si le budget est voté : de 301 points pour les pensions de veuves au taux de réversion, alors qu'il devrait être de 333 points ; de 451,5 points au taux normal, alors qu'il devrait être — je le disais à l'instant — de 500 points ; et de 602 points au taux spécial, alors qu'il devrait être de 666 points.

On trouve également une majoration de 40 points pour les orphelins infirmes et incurables. C'est bien.

Je mentionnerai enfin une majoration de 5 points pour les ascendants ayant perdu plusieurs enfants à la guerre.

Ce sont là des mesures excellentes, mais malheureusement très insuffisantes.

Je voudrais, avant de terminer mon intervention, parler à mon tour du rapport constant, mais non pas dans les termes qui ont été employés par mes prédécesseurs à cette tribune. Je vais apporter notamment à mon ami M. Beauguitte quelques précisions complémentaires.

Chacun connaît ce problème qui a été souvent évoqué devant l'Assemblée nationale.

Le rapport constant, né de la loi de finances du 27 février 1948, a institué un rapport constant entre les pensions de guerre et le traitement des fonctionnaires.

Cela, c'est le principe.

Quand on a voulu passer du principe à sa mise en vigueur — après cinq années, ce qui prouve que le problème était délicat ; c'est en effet, la loi de décembre 1953 qui a franchi le pas — on a dit que le taux de la pension de l'invalidé à 100 p. 100 serait rattaché à l'indice 170 de la fonction publique.

Pourquoi avons-nous — à l'époque j'étais à la commission des pensions — choisi cet indice 170 ?

Nous avons considéré et comparé les traitements des fonctionnaires pour l'année 1937 — à cette époque, les allocations accordées depuis aux fonctionnaires ne modifiaient pas le taux réel des traitements — et nous avons retenu parmi eux celui qui se rapprochait le plus de la pension accordée aux invalides à 100 p. 100. Ce traitement, en 1937, c'était celui de l'huissier de première classe, huitième échelon, de ministère. Ce fonctionnaire percevait, à 160 francs par an près, ce que touchait alors un invalidé à 100 p. 100.

Il a été ainsi décidé que l'indice de l'invalidé à 100 p. 100 serait donc 170, celui du fonctionnaire considéré.

Nous pensions avoir résolu définitivement le problème puisque, en cas d'augmentation des fonctionnaires, la valeur du point d'indice augmenterait et pour les fonctionnaires et pour les pensionnés, et cela de façon automatique et dans les mêmes proportions.

Le rapport constant était alors une réalité.

Malheureusement, le principe du rapport constant a été systématiquement violé par vos prédécesseurs, monsieur le ministre, à savoir sous l'ancien régime, la IV^e République. Les gouvernements trouvèrent le moyen, la loi à peine votée, de créer des indemnités en faveur des fonctionnaires qui, effectivement, profitaient aux actifs mais qui, non intégrées dans l'indice, excluaient de tout avantage supplémentaire les retraités et les invalides de guerre.

C'était là un moyen de violer le principe du rapport constant. Il faut que l'Assemblée en soit clairement informée.

Mais voici que, à nouveau, on accuse le Gouvernement de violer la loi. On lui reproche — et ce reproche s'adresse peut-être plus particulièrement au ministre des finances — d'avoir mené une action plus astucieuse peut-être que celle de ses prédécesseurs, mais plus machiavélique encore.

Je m'explique.

En 1961, vous avez intégré les indemnités à l'indice. Vous avez mis fin à cette forme flagrante de violation du rapport constant. Nous vous en sommes reconnaissants. Mais vous ne vous êtes pas arrêté là. Vous avez, disent les anciens combattants, par le décret de mai 1962 porté le traitement de l'huissier de référence de 190 points d'indice à 210, ou de 170 points à 185, selon qu'on envisage les indices nets ou bruts. Si, de la sorte, au lieu de majorer les traitements des fonctionnaires en augmentant la valeur du point, on améliore leur situation en leur octroyant des points d'indice supplémentaires, le rapport constant perd toute signification.

Le Gouvernement s'est défendu en déclarant que telles n'étaient pas ses intentions et qu'on ne pouvait pas, en vertu des textes relatifs à la fonction publique, l'empêcher de faire bénéficier les fonctionnaires d'une sorte de promotion sociale.

C'est là un argument de valeur.

Je tenais, monsieur Beauguitte, à vous apporter ce complément d'information. Vous avez dit que les anciens combattants avaient mis beaucoup d'espoirs dans la commission des vœux ; que M. le ministre des anciens combattants l'avait réunie à plusieurs reprises et qu'un beau jour ses travaux avaient cessé.

Je vais vous dire pourquoi.

Au mois de mars dernier, se réunissait dans le cabinet de M. le ministre des anciens combattants une sous-commission, émanation — si je puis dire — de la commission des vœux, qui comprenait

trois des principaux collaborateurs de M. le ministre, trois parlementaires — votre serviteur, M. Fournier, sénateur, président de l'amicale des sénateurs anciens combattants, et M. Fossé, rapporteur du présent budget — et trois représentants des associations d'anciens combattants : M. Monnet, président national de l'U. F. A. C. ; M. Nouveau, vice-président de l'U. F. A. C. et président du comité d'entente des grands invalides, et M. Théus, président des fonctionnaires anciens combattants. Nous étions donc neuf.

Au nom du Gouvernement, un collaborateur de M. Sainteny nous a dit : le rapport constant, principale revendication actuelle des anciens combattants — pour laquelle ils ont manifesté le 3 octobre avenue de l'Opéra — n'a jamais été violé par le Gouvernement ; celui-ci comprend votre inquiétude car, dans une certaine mesure, des équivoques sont nées sur la valeur même de l'indexation actuelle ; le Gouvernement est donc prêt à envisager avec les associations d'anciens combattants — comme M. Darchicourt, je parle non seulement pour l'Assemblée mais, par-delà cette enceinte, pour tous nos camarades des diverses associations de France qui ne sont pas informés de ces faits — une nouvelle formule d'indexation...

M. André Tourné. C'est un nouveau piège !

M. Albert Bignon. ... qui serait d'ailleurs proposée par les associations et non par le Gouvernement.

Si c'est un piège, les associations l'auraient créé de leurs propres mains !

Le Gouvernement est donc prêt à discuter d'une nouvelle formule d'indexation qui, proposée par les associations d'anciens combattants, ne serait pas susceptible de fraude et éviterait toute violation du rapport constant.

Quelle a été l'attitude des représentants de l'U. F. A. C. car il importe de la faire connaître ? Il a été répondu au fonctionnaire qui présentait cette proposition au nom du Gouvernement : pas de nouvelle indexation avant le rattrapage.

Comme le Gouvernement ne pouvait, par le biais du rattrapage, les travaux ont été immédiatement arrêtés.

Voilà pourquoi les travaux de la commission des vœux sont suspendus : un des représentants de l'U. F. A. C. a opposé à une proposition du ministre une fin de non-recevoir que le Gouvernement, nous le reconnaissons, ne pouvait pas accepter.

Tel fut le déroulement des négociations et il importe que, dans cette Assemblée comme au dehors, chacun en soit informé.

Je dois dire maintenant qu'une autre formule a reçu l'approbation de quelques associations d'anciens combattants.

J'ai lu ainsi avec beaucoup de plaisir que, à son congrès de Reims du mois de mai dernier, l'Union nationale des combattants demande, dans sa motion finale, à M. Sainteny d'envisager une formule nouvelle afin que le rapport constant joue automatiquement en cas d'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Il est donc des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre — et l'U. N. C. est une des plus importantes — qui partagent votre point de vue, monsieur le ministre.

J'ai pris part dimanche dernier, à Paris, aux travaux de l'association nationale des amputés et des grands blessés de guerre. Dans la motion finale, j'ai retrouvé la même formule. Cette association a même étudié de nouvelles modalités d'indexation — elle vous les proposera certainement — qui ne permettraient évidemment plus ce qu'il est convenu d'appeler une fraude ou une évolution du rapport constant puisqu'il s'agirait d'un éventail de références portant sur une dizaine de carrières de la fonction publique. Ne voulant pas en démonter le mécanisme devant vous, je me borne à appeler votre attention sur cette initiative qui me paraît très intéressante.

M. André Tourné. Il faut être très prudent !

M. Albert Bignon. Il faut, en effet, être prudent dans une telle affaire. Mais il ne faut pas non plus systématiquement dire que le Gouvernement est de mauvaise foi, surtout lorsqu'il s'appuie sur un texte rigide. Il faut, comme nous disons au Palais, « faire reste de droit à l'adversaire ».

Or, puisque l'indexation prévue par la loi de 1953, qui fixe à l'indice 170 la pension de l'invalidé à 100 p. 100, s'est révélée mauvaise dans l'application, quelle que fût la bonne foi de ses auteurs — et j'en étais — il importe, entre anciens camarades de combat, d'envisager, sans arrière-pensée et avec bonne volonté, une nouvelle formule d'indexation.

Le Gouvernement l'a proposée. J'espère, monsieur le ministre, que vous persisterez dans cette voie. Pour ma part, je vous assure qu'avec mes amis du groupe de l'U. N. R.-U. D. T., nous sommes tout disposés à servir d'intermédiaires entre certaines associations, où nous comptons des amis, et le Gouvernement pour que le climat désagréable qui a été créé se dissipe et pour que, en toute confiance, les anciens combattants puissent désor-

mais suivre le Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Se répéter est toujours lassant, pour l'orateur d'abord, plus encore pour celui qui l'écoute.

J'imagine donc quels peuvent être les sentiments du ministre et de ceux d'entre vous, mes chers collègues, qui ont suivi tout le débat de la matinée, où chacun a rappelé des faits connus, maintes fois affirmés dans cette enceinte et sur le fond desquels il n'y a pas, même officiellement, de contestation.

Aussi bien n'est-ce pas sans hésitation que je suis monté à mon tour à la tribune pour demander une fois de plus au Gouvernement d'ouvrir les yeux et de ne pas se contenter de cette politique du non, la seule qui ressorte du budget actuellement en discussion.

A la base de cette attitude, il y a le refus d'établir un plan pour les anciens combattants. Alors qu'il existe des plans pour tout et pour tous, seuls les anciens combattants n'y ont pas droit. Est-ce parce que le Gouvernement a la volonté délibérée de leur refuser tout avantage de quelque importance ? S'il n'en était pas ainsi, pourquoi n'accepterait-il pas d'appliquer le texte qui, à deux reprises, dans cette même législature, a été voté par l'Assemblée ?

Pour nous, un des points-test du débat sera l'amendement déposé par M. Darchicourt, aux vues duquel j'apporte l'adhésion de mon groupe et qui aura, je l'espère, celle d'un très grand nombre de nos collègues, de façon qu'on sorte de l'ornière où l'on s'enlise.

Ce qui me frappe, c'est le désaccord formel qui se manifeste entre le Parlement et le Gouvernement.

Pour ne pas trahir la pensée des rapporteurs qui expriment la volonté des commissions, j'ai noté leurs propos. S'agissant du plan, M. Fossé s'exprime ainsi : « Ce souhait du législateur n'était pas démagogique... Certes, actuellement, sa réalisation serait source de dépenses. On peut estimer... » — c'est la commission des finances qui parle — « ...que celles-ci ne mettraient en danger ni l'équilibre du budget ni les efforts de stabilisation entrepris par le Gouvernement ».

Ainsi, la question est bien posée : il y a conflit entre l'avis de la commission des finances unanime et le refus permanent du Gouvernement.

Je sais que la commission saisie pour avis est plus nuancée ; mais, pour qui connaît le style parlementaire, trop souvent adouci, son opinion n'est pas moins nette : « Elle ne cherche pas à dissimuler que beaucoup de questions... » — ce beaucoup, quel euphémisme ! — « ...intéressant soit l'ensemble des anciens combattants, soit telle ou telle catégorie d'anciens combattants, demeurent sans solution ».

C'est ce qu'on vous répète inlassablement depuis près de trois heures, monsieur le ministre, et c'est contre cela que toute l'Assemblée proteste.

Les doléances fusent de toutes parts. En premier lieu, je prends le cas des veuves qui, à mon avis, ont un droit de priorité. Or, dans votre budget, vous proposez pour cette catégorie une revalorisation de trois points. Savez-vous, mes chers collègues, ce que cela représente ? Un franc soixante par mois ! Quel admirable cadeau ! Dans le même temps, on va majorer le prix des timbres-poste et les tarifs d'électricité, ce que M. le secrétaire d'Etat au budget ne saurait contester. Les veuves ne pourront même pas supporter, avec cette revalorisation de 1 franc 60, la majoration sur les timbres-poste et le prix des services publics. Tel est le cadeau généreux que vous leur faites !

Pour les orphelins mineurs, rien n'est prévu ; cette catégorie n'est-elle pas intéressante ?

Seuls les orphelins majeurs incurables — ils sont environ 3.000 — font l'objet d'une revalorisation un peu moins désolante ; quarante points, soit vingt francs par mois.

Les veuves d'invalides au taux de réversion restent parmi les rares personnes qui n'ont pas encore droit à la sécurité sociale. J'eusse aimé que le Gouvernement donnât à son attitude à cet égard, l'ombre d'une justification. Il n'y en a pas, alors que nul ne saurait prouver qu'une telle satisfaction serait démagogique.

Pour toutes les veuves qui se sont mises au travail après la mort de leur mari, il n'est tenu aucun compte du préjudice de carrière subi ; on leur refuse de prolonger les versements de sécurité sociale de leur mari ou de leur accorder des bonifications de carrière, d'une carrière qu'elles auraient certainement choisie avant si leur mari était mort plus tôt. On leur reproche donc, en quelque sorte, que leur mari ne soit pas mort suffisamment tôt pour leur donner droit à pension. (Murmures sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.) Voilà pourquoi l'amertume est grande parmi les veuves de guerre.

Des pensionnés, il a été question toute la matinée. M. Bignon me permettra de lui dire que l'indexation est une chose et que le rapport constant en est une autre.

Deux problèmes se posent. D'abord, le choix d'un indice. Pour ma part, je serais entièrement d'accord pour qu'on étudie des indices mieux adaptés.

Mais il y a aussi le problème du décalage.

A moins que, comme l'autruche, le Gouvernement ne préfère se cacher la tête dans le sable pour éluder les questions, il ne doit pas ignorer ces deux problèmes. Si, pour l'un, il semble que nous ayons l'espoir d'une solution, pour l'autre il n'y en a pas.

M. Fernand Darchicourt. Monsieur de Tinguy, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Lionel de Tinguy. Volontiers, mon cher collègue.

M. le président. La parole est à M. Darchicourt, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Fernand Darchicourt. Je vous remercie, monsieur de Tinguy.

Il est bon, en effet, d'insister sur le problème comme vous le faites.

A M. Bignon qui, l'année dernière, en sa qualité de président de l'amicale des parlementaires anciens combattants, nous avait convoqués en assemblée générale pour entendre le ministre, je demanderai de se souvenir que le problème du décalage, du rattrapage, avait été évoqué par certains d'entre nous. M. le ministre en avait lui-même reconnu la nécessité. Et, faisant allusion à des manifestations qui avaient eu lieu auparavant, il avait ajouté que, sans ces manifestations, on aurait trouvé 1,5 p. 100 pour combler dans le budget de 1964 une partie de ce retard.

Après la démonstration historique faite par M. Bignon, j'ai jugé qu'il était utile de rappeler la prise de position de certains de nos collègues membres de l'amicale des parlementaires anciens combattants et l'accord de principe donné par le ministre responsable.

M. André Tourné. Cette amicale parlementaire ressemble plutôt à une amicale de pêcheurs à la ligne !

M. Lionel de Tinguy. Monsieur Darchicourt, vous avez entièrement raison, mais j'entends me tourner vers l'avenir plus que vers le passé, construire plutôt que détruire, et non pas critiquer mais compléter les ébauches de solution présentées à cette tribune.

Monsieur Bignon, le choix d'un nouvel index est une excellente chose, mais vous savez bien, vous qui êtes très près des milieux d'anciens combattants, que leur déception serait immense si l'indexation n'était pas assortie d'une majoration permettant le rattrapage. L'U. N. C., à laquelle vous avez fait allusion, a toujours pris cette position et n'en a pas, que je sache, démordu. Je n'en veux pour preuve que sa participation aux récentes manifestations, dont la conclusion portait, dans le sens que j'indique, à la fois sur le choix de l'index et sur le rattrapage.

Je ne veux pas allonger ce débat et je limiterai mon intervention à un simple rappel de questions restées sans solution.

La politique du « n'iet » est la seule que nous constatons en ce qui concerne les anciens combattants : forclusions abusives, désordre dans les procédures, organisation archaïque ; c'est ahurissant ! Cinq ans sont parfois nécessaires pour faire prévaloir ses droits devant les tribunaux de pension. Et quand, monsieur le ministre, je m'adresse à vos collaborateurs — ils sont très dévoués, je leur dois cet hommage — ils font aveu d'impuissance en me disant que l'affaire relève du ministre de la justice.

L'argument n'est pas bon. Vous vous épargneriez bien des tracés en limitant ces recours abusifs dont nous connaissons tous des exemples, en atténuant ces disparités entre directions régionales des pensions, dont certaines sont beaucoup plus sévères que d'autres et vont même jusqu'à un refus ou un abaissement systématique des taux, ce qui conduit presque automatiquement le requérant devant le tribunal des pensions. Trop souvent, l'intéressé cède en cours de procédure, à la suite de l'aggravation qui a provoqué sa demande de majoration, aggravation qui n'a pourtant pas été officiellement admise.

La question des cheminots anciens combattants a été évoquée. On la croyait réglée. Erreur ! Vous l'aviez cru parce qu'on vous avait dit qu'elle était sur le point de l'être. Mais elle ne l'est pas, ainsi que des orateurs de la majorité l'ont expliqué très clairement ce matin.

La retraite du combattant est marquée par la différenciation entre les deux guerres, injustifiable, injustifiée, admise par personne et cependant imposée.

Quant aux aveugles de la Résistance, ils sont très peu nombreux, deux ou trois dizaines au maximum. Mais l'ensemble des aveugles de guerre demandaient une majoration analogue. Pourquoi la leur refuser ? M. Bignon vient de le déclarer très justement, pour les aveugles de la Résistance, ce n'est pas une réparation, c'est la récompense d'un acte de courage. Alors, la réparation passe après la récompense ! Où est la justice ?

Et les veuves des grands mutilés ? On exige qu'elles aient soigné leur mari pendant vingt-cinq ans. Si le mari, gravement atteint, meurt avant, elles n'ont pas droit à la générosité du Gouvernement. Est-ce logique ? Est-ce défendable ?

En ce qui concerne la situation des anciens prisonniers de guerre, notre collègue M. Laurent a parfaitement montré l'anomalie qui ressort du fait que l'on dispose de fonds et qu'on ne les utilise pas.

Je conclus. On a, cette année, commémoré les deux guerres... (*Murmures sur quelques bancs.*)

J'entends dire : « Enfin ! » Je n'admets pas cette réaction discourtoise. Mon propos a été bref. Je comprends qu'il soit désagréable à certains de m'entendre dénoncer l'inaction du Gouvernement. Mais je ne saurais tolérer une telle réaction, s'agissant de la défense des droits des anciens combattants, c'est-à-dire de questions très graves. Et le groupe que vous présidez, mon cher collègue, en est bien d'accord si j'en crois les critiques que ses orateurs ont eux-mêmes adressées au Gouvernement.

Sans doute craignez-vous que votre groupe tienne pleinement la promesse qu'il a faite à cette tribune et vote contre le budget des anciens combattants.

C'est d'ailleurs à quoi, pour ma part, je les invite !

Commémorer les deux guerres, c'est bien ; mais il faudrait aussi que le Gouvernement n'en oublie pas les victimes ! (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à seize heures, deuxième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) ; (rapport n° 1106 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan).

Anciens combattants et victimes de guerre et articles 55 à 58 (*suite*). (Annexe n° 6. — M. Fossé, rapporteur spécial ; avis n° 1110 de M. Béraud, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

Travail (Annexe n° 25. — M. Boisdé, rapporteur spécial ; avis n° 1107 de M. Degraeve, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(*La séance est levée à douze heures cinq minutes.*)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.